



Groupe Banque européenne d'investissement • Groupe Banque européenne d'investissement • Groupe Banque européenne d'investissement



Volume I

# Rapport d'activité et rapport sur la responsabilité d'entreprise







Groupe Banque européenne d'investissement • Groupe Banque européenne d'investissement • Groupe Banque européenne d'investissement



Volume I

# Rapport d'activité et rapport sur la responsabilité d'entreprise

Le **Rapport annuel 2007 du Groupe BEI** est constitué de trois volumes distincts :

- le rapport d'activité et le rapport sur la responsabilité d'entreprise présentant les activités du Groupe BEI sur l'année écoulée ainsi que les perspectives futures ;
- le rapport financier présentant les états financiers du Groupe BEI, de la BEI, de la Facilité d'investissement (Cotonou), du Fonds fiduciaire de la FEMIP et du FEI, et leurs annexes explicatives ;
- le rapport statistique présentant sous forme de listes les projets financés et les emprunts levés en 2007 par la BEI, et la liste des projets du FEI. Des tableaux de synthèse pour l'année 2007 et pour les cinq dernières années sont également présentés.

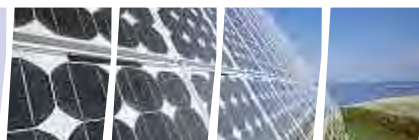
Le lecteur trouvera sur le cédérom joint à la présente brochure les informations contenues dans les trois volumes, plus le document intitulé « Responsabilité d'entreprise 2007 », ainsi que les principales brochures et les autres documents publiés en 2007 dans les différentes langues disponibles.

Le Rapport annuel est également disponible sur le site Web de la Banque, à l'adresse [www.bei.org/report](http://www.bei.org/report)









# Table des matières

<b>Chiffres clés des états financiers statutaires du Groupe BEI</b>	<b>4</b>
<b>Bilan consolidé simplifié du Groupe BEI</b>	<b>5</b>
<b>Message du président</b>	<b>6</b>
<b>Le Plan d'activité de la Banque pour la période 2008-2010</b>	<b>8</b>
<b>L'activité du Groupe BEI en 2007</b>	<b>12</b>
⇒ Développement équilibré de l'Union européenne	13
⇒ Soutien à l'innovation	16
⇒ Viabilité environnementale	20
⇒ Les réseaux transeuropéens (RTE) de transport pour l'Europe	25
⇒ Le soutien aux petites et moyennes entreprises	30
⇒ Une énergie sûre, compétitive et durable	33
⇒ Pays candidats et candidats potentiels	37
⇒ Pays voisins et pays partenaires de l'Union européenne	39
⇒ Pays partenaires dans les régions ACP et ALA	43
⇒ L'activité d'emprunt de la BEI	47
<b>Gouvernance de la BEI</b>	<b>50</b>
⇒ Collaboration avec les autres parties prenantes	51
⇒ Gouvernance et responsabilité	53
⇒ Empreinte directe et responsabilité dans le travail	57
⇒ Les organes statutaires de la BEI	59
⇒ Le Comité de direction de la BEI	62
⇒ Structure des services	63
⇒ Les organes statutaires du FEI	68
<b>Projets finançables par le Groupe BEI</b>	<b>69</b>
<b>Adresses du Groupe BEI</b>	<b>70</b>

# Chiffres clés des états financiers statutaires du Groupe BEI



## Banque européenne d'investissement

### Activité en 2007

(en millions d'euros)

Prêts signés	47 820
Union européenne	41 431
Pays partenaires	6 389
Prêts approuvés	56 455
Union européenne	48 664
Pays partenaires	7 791
Prêts versés	43 420
Sur ressources de la Banque	38 852
Sur ressources budgétaires	4 568
Ressources collectées (avant échanges)	54 725*
En monnaies communautaires	32 835
En monnaies non communautaires	21 890

### Situation au 31.12.2007

Encours	
Prêts sur ressources de la Banque	324 753
Garanties accordées	165
Financements sur ressources budgétaires	1 785
Emprunts à long, moyen et court terme	254 221
Fonds propres	33 437
Total du bilan	301 854
Résultat net de l'exercice	1 633
Capital souscrit	164 808
dont versé et à verser	8 240



## Fonds européen d'investissement

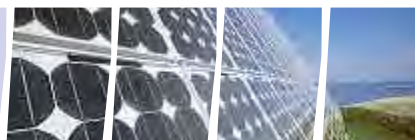
### Activité en 2007

Signatures	1 918
Capital-risque	521
Garanties	1 397

### Situation au 31.12.2007

Portefeuille	15 971
Capital-risque	4 388
Garanties	11 584
Fonds propres	965
Total du bilan	1 074
Résultat net de l'exercice	50
Capital souscrit	2 770
dont versé	554

(\*) Volume collecté au titre de l'autorisation globale d'emprunter accordée par le Conseil d'administration pour 2007, dont un montant de 77 millions d'EUR levé par anticipation en 2006.



# Groupe BEI : Bilan consolidé simplifié du Groupe BEI

*Au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)*

ACTIF	31.12.2007	PASSIF	31.12.2007
1. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	27 318	1. Dettes envers des établissements de crédit a) à terme ou à préavis	341 757
2. Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales	2 273 135		<b>341 757</b>
3. Prêts et avances aux établissements de crédit a) à vue	286 263	2. Dettes représentées par des titres a) bons et obligations en circulation	259 280 003
b) autres prêts et avances	15 816 580	b) autres	892 400
c) prêts	112 323 909		<b>260 172 403</b>
	<b>128 426 752</b>	3. Autres dettes a) créditeurs divers	1 429 085
4. Prêts et avances à la clientèle a) prêts	156 435 308	b) autres dettes	37 457
b) provisions spécifiques	- 37 050	c) valeurs de remplacement négatives	12 945 900
	<b>156 398 258</b>		<b>14 412 442</b>
5. Obligations et autres titres à revenu fixe a) d'émetteurs publics	580 386	4. Comptes de régularisation	270 724
b) d'autres émetteurs	10 435 661	5. Provisions a) régimes de pension et d'assurance-maladie	1 038 545
	<b>11 016 047</b>		<b>1 038 545</b>
6. Actions et autres titres à revenu variable	2 078 830	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>276 235 871</b>
7. Actifs incorporels	3 972	6. Capital - souscrit	164 808 169
8. Actifs corporels	285 720	- non appelé	-156 567 760
9. Autres éléments de l'actif a) débiteurs divers	145 445		<b>8 240 409</b>
b) valeurs de remplacement positives	9 060 783	7. Réserves consolidées a) fonds de réserve	16 480 817
	<b>9 206 228</b>	b) réserve supplémentaire	6 067 178
10. Fraction appelée mais non versée du capital souscrit et des réserves à recevoir	1 061 503		<b>22 547 995</b>
11. Comptes de régularisation	30 658	8. Fonds pour le Mécanisme de financement structuré	1 250 000
		9. Fonds pour les opérations de capital-risque	1 690 940
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>310 808 421</b>	10. Résultat de l'exercice Avant reprise du Fonds pour risques bancaires généraux	843 206
		Reprise du Fonds pour risques bancaires généraux pour l'exercice	0
		<b>Résultat à affecter</b>	<b>843 206</b>
		<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>34 572 550</b>
		<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>310 808 421</b>



## Message du président

L'an dernier, en présentant le rapport annuel 2006, je soulignais que 2007 serait une année cruciale pour la Banque européenne d'investissement, car elle verrait le lancement de sa nouvelle stratégie, qui vise à prendre davantage de risques pour apporter une plus grande valeur ajoutée. Le Plan d'activité de la Banque (PAB) a fixé des objectifs ambitieux pour l'activité de prêt, notamment au titre du Mécanisme de financement structuré (MSF). Ces objectifs ont été atteints, voire dépassés dans certains cas. Pour citer un exemple, les signatures au titre du MSF se sont chiffrées à plus de 1,5 milliard d'EUR, soit un niveau près de cinq fois supérieur à celui de 2006 ; dans le même temps, la BEI a multiplié par quatre son soutien aux sources d'énergie propres, signant plus de 2 milliards d'EUR de prêts à l'appui de projets relatifs aux énergies renouvelables. Plusieurs nouvelles initiatives, lancées en collaboration avec la Commission européenne, ont en outre concrètement démarré, notamment le Mécanisme de financement avec partage des risques (MFPR), destiné à soutenir la recherche.

Hors de l'UE, la mise en œuvre des nouveaux mandats extérieurs confiés à la BEI par le Conseil de l'UE pour la période 2007-2013 a connu un bon départ. Même si l'accord de garantie correspondant avec la Commission n'a été signé qu'en août, les signatures de prêts dans les pays de l'élargissement, dans les pays voisins et dans les pays partenaires ont atteint plus de 6 milliards d'EUR. En Turquie, dans les Balkans occidentaux et dans les pays partenaires de la Méditerranée, la Banque européenne d'investissement est aujourd'hui l'institution financière internationale la plus active.

Pour financer son activité de prêt, la BEI a levé près de 55 milliards d'EUR sur les marchés internationaux des capitaux – soit sensiblement plus que les 48 milliards d'EUR totalisés en 2006 – en lançant 236 émissions obligataires dans 23 monnaies. La Banque européenne d'investissement reste l'un des plus grands émetteurs sur les marchés des capitaux, où elle a réussi à maintenir le rythme soutenu de son activité d'emprunt malgré les turbulences financières qui secouent ces marchés depuis le milieu de 2007. Grâce à ses politiques prudentes en matière de gestion des risques et à sa cote de crédit de tout premier ordre, étayée par la qua-

lité de ses actionnaires, la BEI a manifestement su rassurer les investisseurs.

Ces résultats témoignent du travail intensif et du professionnalisme du personnel de la Banque. Ils montrent également combien les actionnaires comme la Commission ont confiance dans la capacité de la Banque à mettre en œuvre les politiques clés de l'UE et à créer de la valeur ajoutée au travers de ses opérations.

---

Toutefois, la confiance des États membres et de la Commission place la Banque devant de nouveaux défis et responsabilités, comme l'atteste le Plan d'activité que son Conseil d'administration a approuvé pour la période 2008-2010. Ainsi, la BEI devra continuer à tenir ses engagements dans les domaines de la convergence, des transports (en renforçant l'accent mis sur les projets de RTE prioritaires), de l'énergie (en particulier les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique), de l'environnement, de l'économie de la connaissance (i2i) et du financement des PME.

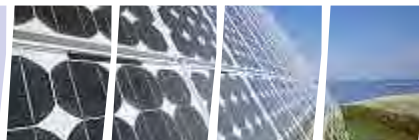
S'agissant du financement des PME, à l'issue d'une consultation menée auprès de ses partenaires bancaires, des pouvoirs publics et des associations de PME, le Groupe BEI étudie actuellement les possibilités de renforcer encore son action dans ce secteur.

---

Cette année, fidèles à notre souci de toujours mieux intégrer la responsabilité d'entreprise à la stratégie de la BEI, nous avons décidé de constituer un document unique intitulé « Rapport d'activité et rapport sur la responsabilité d'entreprise ». Des informations complémentaires plus détaillées sur les faits marquants qui ont jalonné l'exercice 2007 sont disponibles sur le CD-ROM et sur notre site Web.

Dans le cadre de nos efforts tendant à améliorer la transparence qui entoure nos activités, nous avons également créé, sur notre site Web, une sous-rubrique consacrée à la responsabilité d'entreprise où le public pourra





trouver davantage d'informations sur nos politiques et pratiques en la matière. Par ailleurs, la BEI a décidé d'appliquer, à compter de juin 2007, les dispositions du règlement d'Århus (1367/2006) sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Parallèlement à la publication d'une version actualisée du Manuel des pratiques environnementales et sociales, qui décrit les processus et les pratiques en vigueur au sein de la Banque, nous avons procédé à une révision de notre déclaration de politique environnementale et sociale. Cette version révisée fait actuellement l'objet d'un processus de consultation publique. Ces différentes initiatives nous permettront d'améliorer encore la manière dont nous évaluons et atténuons les risques environnementaux et sociaux liés à nos activités de financement de projets.

L'un des points forts de 2007 aura été, pour ce qui concerne les activités de la Banque à l'extérieur de l'Union, la modification du Cadre d'évaluation des incidences économiques et sociales (ESIAF) de manière à mieux répondre aux exigences de nos différents mandats et à mesurer plus précisément la valeur ajoutée de la Banque. Une fois appliqué à l'ensemble des mandats extérieurs de notre institution, l'ESIAF permettra à la BEI de mieux comprendre et évaluer, en amont et en aval de son intervention, l'incidence des projets qu'elle finance à l'extérieur de l'Union afin de donner, à l'avenir, davantage de poids encore à ses politiques et pratiques en matière de responsabilité d'entreprise.

La Banque européenne d'investissement a derrière elle 50 années d'activité. Créée en 1958 pour contribuer à l'intégration, au développement équilibré ainsi qu'à la cohésion économique et sociale de l'Union européenne, elle a acquis, durant ce demi-siècle, une expérience significative du financement de projets d'investissement dans un large éventail de secteurs. Elle a soutenu les réalisations les plus importantes de l'Union, qui ont stimulé la croissance économique de l'Europe ; elle a relevé le défi de six élargissements et augmenté son capital, qui est passé d'un milliard d'unités de compte à 164,8 milliards d'EUR ; enfin, elle a joué un rôle majeur dans l'avènement de l'euro, en lançant des initiatives qui ont préparé la transition vers la monnaie unique.

Cinquante ans après le traité de Rome, l'aventure européenne ne fait que commencer. Il est maintenant vital de relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle : la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques ; la promotion de la science et de l'industrie pour défendre la position de l'Europe en tant que grande puissance économique et, enfin, la solidarité mondiale pour lutter contre la pauvreté dans les autres parties du monde. La BEI est fermement résolue à aider l'Europe dans ces différentes entreprises.

**Philippe Maystadt**  
Président du Groupe de la  
Banque européenne d'investissement

## Le Plan d'activité de la Banque pour la période 2008-2010

Le plan d'activité détaillé de la BEI pour les années à venir est présenté dans un document accessible au public, intitulé « Plan d'activité de la Banque », qui couvre la période de trois ans allant de 2008 à 2010. Depuis que le Conseil des gouverneurs de la BEI a entériné en juin 2005 la stratégie consistant à « prendre davantage de risques pour apporter une plus grande valeur ajoutée à l'appui des politiques de l'UE », les efforts ont été concentrés sur cet objectif majeur.

Afin de consolider la mise en œuvre de cette décision stratégique, la BEI s'est abstenue de définir d'autres objectifs stratégiques pour la période 2008-2010. Au sein de l'Union européenne, elle a continué de mettre l'accent sur six priorités stratégiques : la cohésion économique et sociale et la convergence dans l'Union élargie, la mise en œuvre de l'initiative « Innovation 2010 » ; le développement des réseaux transeuropéens (RTE) de transport et de leurs réseaux d'accès ; le soutien aux petites et moyennes entreprises ; la protection et l'amélioration de l'environnement ; et la promotion d'une énergie sûre, compétitive et durable.

En conformité avec les nouveaux mandats extérieurs définis dans la décision du Conseil de décembre 2006, les objectifs en matière de prêts en dehors de l'UE portent, selon le cas, sur le développement du secteur privé ; la sûreté de l'approvisionnement énergétique ; la protection et l'amélioration de l'environnement ; le maintien de la présence de l'UE dans ces régions par le biais de l'investissement étranger direct et du transfert de technologies et de savoir-faire.

---

### Défis et réponses

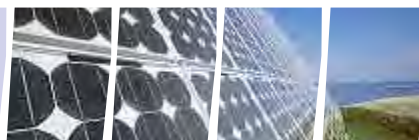
Dans son environnement opérationnel, la BEI a dû relever en 2007 un certain nombre de défis qui continueront d'occuper une place très importante. En dépit de l'instabilité qui prévaut ces derniers temps sur les marchés financiers, la Banque a dirigé des flux réguliers de ressources vers l'investissement en Europe, en particulier dans des secteurs dont les intervenants du marché se détournent. À la demande persistante de prêts en faveur des infrastructures s'ajoute le besoin croissant non seulement de prêts mais aussi de capitaux à risques pour soutenir des activités innovantes. Par ailleurs, les effets de l'élargissement progressif de l'UE sont perceptibles pour ce qui est du rôle joué par la Banque tant au niveau des pays qu'à l'échelle de l'Union, entraînant un renforcement de la contribution de la Banque à la réalisation des politiques européennes. Parallèlement, les attentes des parties prenantes sont élevées et l'instauration d'un dialogue de qualité avec la société civile est une exigence permanente.

La réponse de la Banque aux objectifs prioritaires en matière de prêts et aux défis extérieurs a consisté à s'attacher à mettre en œuvre une politique de collecte de ressources performante et à articuler ses activités selon les axes les plus pertinents et en se dotant des instruments appropriés. Ces exigences se traduisent par un surcroît de valeur ajoutée pour ce qui concerne les prêts, une nouvelle approche de la prise de risque, le recours à de nouveaux instruments financiers, une plus grande coopération avec la Commission européenne et avec d'autres partenaires, une autosuffisance financière, une planification financière performante, une affectation ciblée des ressources et une meilleure efficacité.

---

### Prise de risque et nouveaux instruments financiers

L'approche qui consiste à assumer des risques accrus lorsque la réalisation de ses objectifs stratégiques l'exige demeurera une constante de l'activité de la BEI. Les ajustements apportés à la politique de crédit et aux sys-



tèmes de classement des prêts et de tarification des risques de la Banque vont renforcer sa capacité à prendre des risques et accroître son apport de valeur ajoutée. En outre, en modifiant sa politique en matière de risques de crédit pour les prêts « non garantis » accordés à des banques et à de grandes entreprises, les garanties financières et les substituts de prêt (titres adossés à des actifs et obligations sécurisées, notamment), la BEI a accru sa capacité à proposer des structures plus innovantes ainsi que des opérations permettant d'alléger le capital réglementaire de ses emprunteurs. Conforme à la directive communautaire 2006/48/CE, la nouvelle méthodologie de notation interne a été étendue à de nouvelles catégories d'actifs et affinée pour contribuer à aider la Banque à assumer des risques accrus lorsque la réalisation de ses objectifs stratégiques l'exige.

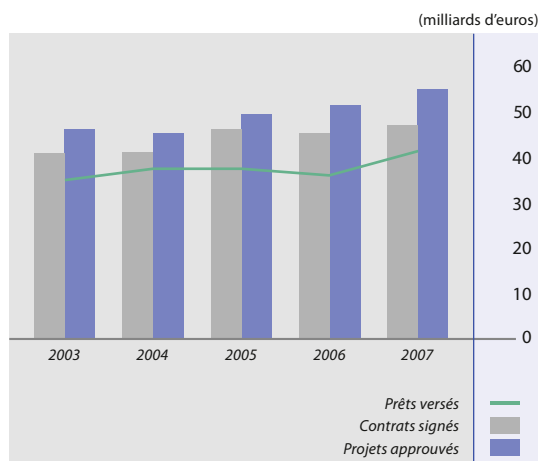
Le développement des opérations à plus haut risque, appuyé par des réserves spécifiquement dévolues à ces opérations et prélevées sur les ressources propres de la Banque ainsi que sur des ressources apportées par la Commission européenne va jouer un rôle majeur dans la mise en œuvre future de cette stratégie. Les sommes concernées sont considérables. Dans le cadre du Mécanisme de financement structuré (MFS), des réserves totalisant 3,75 milliards d'EUR ont été affectées sous la forme d'un volant de fonds propres pour : les prêts et garanties de premier rang assortis de risques opérationnels préachèvement et en phase de démarrage ; les prêts et garanties subordonnés d'un rang supérieur à celui des prêts subordonnés

des actionnaires ; les financements mezzanine, y compris les emprunts obligataires à haut rendement pour le compte de sociétés industrielles en croissance rapide ou en cours de restructuration ; les produits dérivés liés aux projets et les instruments assimilables à des fonds propres. Le Mécanisme de financement avec partage des risques (MFPR) dispose d'un volant de fonds propres de 2 milliards d'EUR, dont 1 milliard d'EUR réservé à cet effet par la BEI sur l'enveloppe du MFS et 1 milliard d'EUR apporté par la Commission européenne au titre du 7<sup>e</sup> Programme-cadre pour la recherche. Cela permet de démultiplier l'effet de ces ressources en les conjuguant à des prêts axés spécifiquement sur les investissements dans la recherche-développement et l'innovation. Une enveloppe de 500 millions d'EUR est réservée au Mécanisme de garantie des prêts en faveur des RTE de transport, qui bénéficie d'une dotation identique de la Commission, afin de garantir des lignes de crédit de soutien à l'appui de projets de RTE et de couvrir ainsi les risques d'insuffisance de recettes pendant la phase de démarrage de ces projets. Cinq cents millions d'EUR provenant du MFS sont disponibles pour financer, avec partage des risques, le développement du secteur privé dans les pays partenaires méditerranéens. Le solde de 1,75 milliard d'EUR est consacré aux objectifs approuvés en ce qui concerne l'initiative Innovation 2010, les RTE et l'énergie. La demande du marché croît rapidement. À la fin de 2007, les signatures de prêts au titre du MFS ont totalisé 2,8 milliards d'EUR, contre 1,3 milliard d'EUR un an auparavant.

### Coopération avec la Commission européenne

La coopération avec la Commission européenne ne s'est pas limitée à des dispositifs de partage des risques. Nombreuses sont en effet les actions de programmation et de financement qui sont menées conjointement. JASPERS compte parmi les récentes initiatives conjointes ; ce dispositif consiste à fournir une assistance technique pour aider les pays bénéficiaires à élaborer de grands projets d'infrastructure viables qui seront financés par les Fonds structurels et le Fonds de cohésion de l'UE. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement est également un partenaire de JASPERS. Le dispositif JESSICA est une initiative conjointe de la Commission et de la BEI en collaboration avec la Banque de développement du Conseil de l'Europe, qui vise à fournir aux États membres et aux gestionnaires du Fonds européen de développement régional des solutions sur mesure pour financer une vaste gamme de projets de rénovation et d'aménagement urbains.

### Prêts versés, contrats signés et projets approuvés (2003-2007)



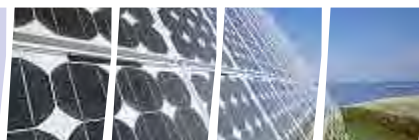
Dans le cadre de l'initiative JEREMIE, le Groupe BEI et la Commission facilitent l'accès des petites et moyennes entreprises aux financements, y compris pour les jeunes pousses et, dans les régions en développement, au travers du microcrédit. La Commission a donné mandat au Fonds européen d'investissement pour mettre en œuvre son Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité au moyen d'un très large éventail d'instruments financiers, et ce pour une enveloppe globale de 1,1 milliard d'EUR. Par ailleurs, dans le cadre du CEEP, le Centre européen d'expertise en PPP, la Commission et la BEI diffuseront les informations et les meilleures pratiques au bénéfice des groupes de travail du secteur public chargés des PPP en Europe et fourniront à ses membres du secteur public un soutien aux politiques et aux programmes de passation et de gestion de marchés de type PPP.

En dehors de l'Union européenne, et en plus de l'enveloppe maximale de 27,8 milliards d'EUR des mandats extérieurs pour la période 2007-2013, la BEI et la Commission cofinanceront le Module de préparation des projets en faveur de l'eau dans les pays ACP. La Banque gère également le Fonds fiduciaire du partenariat euro-africain pour les infrastructures qui est cofinancé par la Commission et dix États membres. Ce mécanisme innovant a pour but d'accroître, de manière durable, les financements de l'UE en faveur des infrastructures régionales et transfrontalières en Afrique, par une combinaison d'aides publiques non remboursables et de prêts à long terme.

### Planification financière et autosuffisance

La mise en œuvre de la stratégie doit être conciliée avec l'objectif de viabilité financière à long terme poursuivi par le Groupe. Compte tenu de la nature de la BEI et de sa mission, une part significative des avantages offerts découle de la contribution de la Banque en tant qu'institution au service des politiques de l'UE. Les deux sources du résultat net de la Banque sont le produit de l'investissement des fonds propres et les recettes d'intermédiation permettant d'assurer la couverture





des coûts, qui sont générées par les prêts. En sa qualité d'organisme public, la BEI n'a pas vocation à prendre des positions spéculatives sur des produits financiers à risque et elle fixe son degré de tolérance face aux risques financiers de manière à garantir sa viabilité financière à long terme. Sous l'effet de plusieurs facteurs, le rendement des fonds propres devrait suivre une pente modérément descendante sur la période 2008-2010. Les recettes d'intermédiation sont essentiellement limitées à la couverture des coûts administratifs et à la tarification du risque de crédit. Si l'on prévoit effectivement que la participation de la Banque à des activités plus complexes et présentant des risques accrus aura des retombées positives en termes de valeur ajoutée, l'accroissement des risques de défaillance pourrait avoir une incidence négative sur les projections en matière de couverture des coûts, sans oublier que la maîtrise du surcroît de risques réputationnels, juridiques et opérationnels requiert des ressources importantes. De même, des activités telles que l'assistance technique et d'autres services de conseil sont importantes du point de vue stratégique mais ne contribuent pas directement au résultat opérationnel.

Néanmoins, sur la base du Plan d'activité de la Banque pour la période 2008-2010 et de la situation actuelle du capital, une affectation ciblée de ses ressources et un renforcement de son efficacité opérationnelle permettront à la BEI de ne pas procéder à une augmentation de capital avant 2010 et de la financer sur ses réserves internes, sans contribution en numéraire des États membres.

Enfin, dans le but de renforcer la structure de capital du Fonds européen d'investissement pour établir le cadre de ses évolutions futures, son capital autorisé a été augmenté de 50 % en 2007 pour être porté à 3 milliards d'EUR. La BEI a souscrit la totalité des nouvelles parts auxquelles elle pouvait prétendre, la Commission souscrira les siennes de manière échelonnée, sur quatre ans, et les institutions financières actionnaires ont souscrit quant à elles plus de 70 % des parts qui leur étaient ouvertes, ce qui porte le volume des fonds propres du FEI à 965 millions d'EUR. L'autonomie financière du FEI devrait ainsi être garantie jusqu'en 2013 au moins, les fonds étant déployés progressivement sur la période.

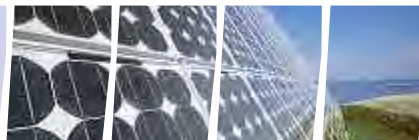


Le Conseil  
d'administration  
de la BEI



## L'activité du Groupe BEI en 2007





## Développement équilibré de l'Union européenne

La Banque européenne d'investissement a toujours été la banque des régions européennes, c'est-à-dire des zones assistées de l'Union européenne qui bénéficient également d'aides non remboursables des Fonds structurels. Dans le droit fil de la politique de cohésion renouvelée pour 2007-2013, la BEI a concentré ses actions de développement régional sur les prêts en faveur de projets situés dans les nouvelles « régions de la convergence », y compris dans les régions en phase de suppression progressive de l'aide et dans celles en phase d'instauration progressive de l'aide. Il s'agit des 113 régions les plus pauvres de l'UE à 27, qui représentent 190 millions d'habitants. En dehors des régions de la convergence, la nouvelle politique régionale promeut les objectifs de compétitivité et d'emploi, que la BEI soutient essentiellement en accordant des prêts au titre de son initiative « Innovation 2010 », le développement des réseaux transeuropéens, les petites et moyennes entreprises et la viabilité environnementale.

La Banque s'est fixé pour objectif à moyen terme d'accorder entre 40 et 45 % du total de ses prêts dans l'UE à des projets contribuant à la réalisation de l'objectif de convergence. En 2007, 13,8 milliards d'EUR sont allés à des investissements dans les régions de la convergence, chiffre qui se situait dans sa fourchette-objectif.

### Prêts-programmes structurels pour les nouveaux États membres

Une part importante des prêts en faveur de la convergence est allée aux douze pays qui sont devenus membres de l'UE depuis 2004. En 2007, les prêts de la BEI dans ces pays ont totalisé 5,75 milliards d'EUR. Pour l'essentiel, ces prêts ont été accordés parallèlement à des financements non remboursables provenant des Fonds structurels.



Ces cofinancements par les Fonds structurels et la BEI peuvent être mis sur pied pour des projets individuels ou dans le cadre de programmes. En contribuant au financement d'un certain nombre d'investissements de grande ou de petite dimension intégrés à un programme d'investissement dans un secteur ou une région donnés, la BEI peut promouvoir des conditions et des facteurs générateurs de croissance qui conduisent à une convergence effective des régions et des États membres les moins développés de l'UE. Ce produit de la BEI a été baptisé « prêt-programme structurel ».

Ainsi, en 2007, la Banque a décidé de prêter 700 millions d'EUR à la Bulgarie pour cofinancer, avec les Fonds structurels et le Fonds de cohésion de l'UE, la contribution du pays à la mise en œuvre d'axes et de mesures d'investissement prioritaires. Les projets susceptibles

de bénéficier de ces cofinancements sont recensés par les programmes opérationnels du cadre de référence stratégique national pour la Bulgarie et par le programme de développement rural du Fonds européen agricole pour le développement rural pour la période 2007-2013. Ce cofinancement sera dans un premier temps utilisé pour des investissements dans les secteurs des transports et de l'environnement, mais il pourra par la suite être étendu aux autres programmes en faveur du développement régional, de la compétitivité économique, du développement des ressources humaines et de l'agriculture soutenus par les Fonds de l'UE, si les autorités bulgares le demandent. Les sommes allouées à la Bulgarie au titre des Fonds structurels et du Fonds de cohésion de l'UE sur cette période totalisent environ 6,8 milliards d'EUR. Ce prêt-programme structurel de la

### Convergence dans l'UE

#### Ventilation des prêts directs signés en 2007 par secteur

	Montant	Total%
Infrastructures de communication	5 476	40
Énergie	2 036	15
Santé, éducation	1 689	12
Eau, assainissement, déchets	1 025	7
Aménagement urbain	827	6
Industrie	1 584	11
Autres services	1 175	9
<b>Total prêts directs</b>	<b>13 812</b>	<b>100</b>

Banque peut aussi servir à financer un grand nombre de sous-projets relativement petits qui, en raison de leur dimension modeste, ne seraient pas admissibles à un financement direct de la BEI. Grâce à ce prêt-cadre, la BEI peut fournir un préfinancement si cela se révèle nécessaire et proposer un cofinancement à long terme aux conditions les plus avantageuses.

#### Des prêts dans tous les secteurs d'activité

Dans les régions relevant de l'objectif de convergence, la BEI finance des projets dans tous les secteurs. En 2007, les plus importants ont été les transports (32 %), l'énergie (15 %), la santé et l'éducation (12 %) ainsi que l'eau et l'assainissement (7 %).

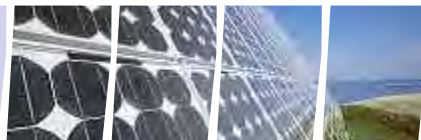
Les prêts en faveur des infrastructures de communication ont totalisé 5,5 milliards d'EUR. Une large part de cette somme a concerné un important prêt de 1 milliard d'EUR pour la construction du tronçon Milan-Naples du réseau ferroviaire italien à grande vitesse et à grande capacité. Ce projet fait partie du corridor RTE prioritaire qui relie Berlin au sud de l'Italie par le rail. Il représente un investissement important dans les transports durables et facilitera l'accès aux régions du sud de l'Italie qui relèvent de l'objectif de convergence.

Les investissements énergétiques dans les régions de la convergence ont fait l'objet de financements de la BEI

à hauteur de 2 milliards d'EUR. À Sines, au Portugal, la Banque a accordé un prêt de 19 millions d'EUR pour la construction d'une centrale de cogénération qui avait déjà bénéficié auparavant de 39 millions d'EUR. Ce complément de ressources a pu être mis à disposition du fait que, dans des circonstances exceptionnelles, le plafond des financements de la Banque peut être porté de 50 % à 75 % des coûts liés aux projets. La nouvelle centrale permettra de produire trois fois plus d'électricité que celle qu'elle a remplacé, ce qui représente une amélioration considérable sur le plan de l'efficacité énergétique. Le surcroît d'électricité produit dans le cadre du projet servira à alimenter le réseau national et remplacera dès lors l'électricité provenant d'autres centrales alimentées en combustibles fossiles, ce qui permettra de réduire de quelque 20 % les émissions de CO<sub>2</sub>.

Avec 1,7 milliard d'EUR, le secteur de la santé et de l'éducation bénéficie d'une part importante des prêts de la BEI. Un des projets liés au secteur de la santé en Espagne a concerné la construction d'un centre hospitalier général et de sept centres de soins de jour dans la région de Mieres (Asturies centrales) qui relève de l'objectif de convergence. Ce projet renforce la capacité de la région à jouer son rôle de prestataire de services de santé et améliore l'accès et la qualité des structures et services hospitaliers. À travers sa composante d'enseignement, de formation et de recherche cliniques, il contribue en outre à la réalisation des objectifs de l'initiative « Innovation 2010 » de la Banque.

En 2007, les investissements industriels financés par la BEI dans les régions de la convergence ont atteint 1,6 milliard d'EUR. Le prêt de 71 millions d'EUR accordé à Glaverbel Czech est un exemple de l'impact que peuvent avoir les industries locales sur le plan socioéconomique. Ce prêt servira à construire une nouvelle ligne de production de verre flotté à Teplice et à étendre des installations de production de vitrages pour automobiles dans les environs de Chudeřice, deux localités situées dans la région tchèque d'Ústí nad Labem, qui relève de l'objectif de convergence. Ústí a une tradition séculaire de production agricole et industrielle, en particulier dans les secteurs de l'électricité, de l'extraction minière et de la chimie. Le record du nombre de chômeurs



en République tchèque détenu par la région s'explique par le déclin de ces secteurs industriels traditionnels. Le projet de Glaverbel favorisera l'essor économique régional et la diversification de l'emploi par rapport à ces secteurs traditionnels. Il devrait permettre de créer 100 nouveaux postes à Chudeřice et 70 supplémentaires à Teplice.

Mais d'autres objectifs prioritaires ont également été soutenus au travers de bon nombre des projets financés dans les régions relevant de la convergence. En 2007, 23 % des prêts individuels à l'appui du programme de Lisbonne, qui vise à mettre en place une économie européenne compétitive et innovante fondée sur la connaissance, sont allés à ces régions, de même que 33 % des prêts axés sur l'amélioration de l'environnement naturel, 33 % des prêts pour les réseaux transeuropéens de transport et 15 % des prêts en faveur de projets énergétiques.

### Nouveaux produits financiers

La BEI a également mis à la disposition des régions de nouveaux produits financiers. En Pologne, elle a participé à hauteur de 200 millions de PLN (52 millions d'EUR) à une émission d'obligations sécurisées du secteur public visant à financer des projets de petite et moyenne dimension mis en œuvre par des entités publiques dans les domaines des infrastructures, de l'environnement, de l'énergie, de la santé et de l'éducation. Cette opération, qui se substitue à une ligne de crédit classique, est adossée à un portefeuille de prêts consentis par BRE Bank Hipoteczny S.A. Unique en son genre pour le moment, elle a permis d'élargir le nombre d'institutions financières partenaires de la BEI en Pologne et d'étendre les possibilités d'action de la Banque en faveur de la modernisation d'infrastructures locales.

### JASPERS

Dans la phase amont de la préparation de grands projets d'investissement, JASPERS est devenu un instrument clé de la coopération avec les Fonds structurels de l'UE grâce à l'aide qu'il apporte aux douze nouveaux États membres pour qu'ils puissent présenter des projets viables et, donc, accéder plus rapidement et plus efficacement aux ressources substantielles du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion qui seront disponibles ces prochaines années.

JASPERS (*Joint Assistance to Support Projects in European Regions*) signifie « Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes ». Regroupant les savoir-faire techniques de la Commission européenne, de la BERD et de la BEI, il propose une assistance technique gratuite. À la fin de 2007, l'équipe JASPERS comptait 55 experts, travaillant non seulement depuis Luxembourg, mais également depuis Bucarest, Vienne, et Varsovie, villes dans lesquelles des bureaux ont été ouverts en cours d'année. Le bureau de Bucarest couvre la Bulgarie et la Roumanie, celui de Vienne, les pays d'Europe centrale et celui de Varsovie, la Pologne et les États baltes.

Le plan d'action JASPERS a bien avancé en 2007, ce dispositif ayant déjà apporté, dans les douze nouveaux États membres, une assistance pour la préparation de 261 projets et activités transversales destinés à mobiliser ou accélérer, au cours des années à venir, des investissements à hauteur de plus de 32 milliards d'EUR dans une large gamme de secteurs stratégiques, et plus particulièrement l'environnement (eau, assainissement et élimination des déchets solides), les transports et l'énergie (efficacité énergétique et énergies renouvelables).

## Soutien à l'innovation

Depuis le lancement du programme de Lisbonne en 2000, la BEI a financé des investissements visant à créer une économie européenne compétitive, innovante et fondée sur la connaissance, capable d'une croissance durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale. Au titre de l'initiative Innovation 2010 (i2i), elle s'était fixé pour but de prêter 50 milliards d'EUR sur la période 2000-2010, objectif qui a été atteint dans le courant de 2007, année où les investissements dans la RDI, l'éducation et les TIC ont absorbé 10,3 milliards d'EUR des nouveaux financements accordés par la BEI.

### Recherche-développement et innovation

RDI : sous ce sigle se trouve résumée l'une des trois priorités en matière de prêts au titre de l'initiative Innovation 2010. En effet, au-delà de la simple recherche-développement, la RDI englobe aussi la transformation de connaissances nouvelles en activités économiques productives. En 2007, la BEI a accordé des prêts en faveur de ce secteur à concurrence de 6,7 milliards d'EUR dans l'UE et de 455 millions en Turquie.

Les nouveaux instruments financiers mis au point par la BEI pour appuyer des investissements qui promeuvent le programme de Lisbonne ont un rôle essentiel à jouer dans le financement de la RDI. Le Mécanisme de finance-

ment avec partage des risques (MFPR), initiative conjointe de la BEI et de la Commission européenne qui est opérationnelle depuis le milieu de l'année 2007, est particulièrement utile à cet égard. Grâce à ce mécanisme, qui fonctionne selon le principe du partage des risques de crédit entre la Commission et la BEI, la Banque est désormais plus en mesure d'accorder des prêts ou des garanties en faveur de projets réalisés par des promoteurs dont le profil de risque correspond à une qualité de crédit faible, voire inférieure à celle d'une valeur d'investissement. Cela conduit à assumer des risques financiers qui dépassent ce qu'un investisseur est normalement prêt à accepter. Ce dispositif offre toute une palette de possibilités pour de nouvelles solutions de financement innovantes à l'intention du secteur privé et de l'écono-

### Action conjointe BEI-Universités en faveur de la recherche



L'éducation est l'une des toutes premières priorités de la BEI ; elle contribue de manière essentielle à la stratégie de Lisbonne et constitue un élément porteur de l'activité de la Banque à l'appui de la cohésion sociale et de l'innovation. Parallèlement à son activité de prêt dans le secteur de l'éducation, la Banque a mis en place son programme d'action conjointe BEI-Universités, qui lui permet de soutenir spécifiquement l'enseignement supérieur et la recherche universitaire. Cette action a

pour ambition de répondre de manière cohérente aux demandes des universités européennes, notamment en matière d'assistance financière, mais aussi de contribution aux travaux de recherche. Elle facilite également les travaux universitaires et de recherche du personnel de la Banque

[www.bei.org/universities](http://www.bei.org/universities)





## Signatures au titre de l'initiative Innovation 2010

(en millions d'euros)

	2007	2000-2007
Technologies de l'information et de la communication	1 597	11 947
Éducation et formation	1 262	12 852
Recherche-développement et innovation	7 155	30 179
<b>Total</b>	<b>10 289</b>	<b>55 994</b>

mie de la recherche. Le MFPR a connu un succès rapide et a donné lieu à l'octroi de prêts pour des projets dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'industrie automobile, de l'ingénierie et des biotechnologies.

En coordination avec le Forum stratégique européen pour les infrastructures de recherche (*European Strategy Forum for Research Infrastructures – ESFRI*) et EIROforum (partenariat entre les sept plus grands organismes intergouvernementaux de recherche en Europe), la BEI discute actuellement avec les promoteurs de grands projets d'infrastructures de recherche, et particulièrement ceux des 35 projets à l'échelle de l'UE, qui représentent un coût total estimé à 14 milliards d'EUR. L'ESFRI rassemble des représentants des États membres de l'UE et des États associés ainsi que de la Commission européenne ; son but est de mettre au point une ligne de conduite cohérente pour une stratégie européenne en matière d'infrastructures de recherche. La nature spécifique des projets concernés, dont la mise en œuvre est très longue et qui font intervenir des équipements scientifiques spécialisés, des modalités d'exploitation complexes et – surtout – des engagements financiers à long terme de la part des autorités nationales qui les promeuvent, exigent de nouvelles solutions originales, fondées sur un partage viable des risques entre toutes les parties concernées.



consacrés aux infrastructures nécessaires à l'acquisition de connaissances et de compétences (immeubles, installations et équipements). Par exemple, dans la Communauté autonome de Valence (Espagne), la BEI a financé la construction, la rénovation et l'extension ainsi que l'aménagement et l'équipement d'établissements d'enseignement primaire, secondaire et professionnel et d'autres infrastructures éducatives annexes.

Plus récemment, d'importants efforts ont été déployés pour promouvoir des projets d'éducation destinés à améliorer plus directement la qualité de l'enseignement. Cette démarche exige de porter davantage d'intérêt aux investissements dans des initiatives axées sur la demande et dans des actifs incorporels tels que les prêts aux étudiants et les activités de RDI universitaire, qui élargiront l'accès à l'éducation et en renforceront la qualité. En Hongrie par exemple, la Banque a prêté 150 millions d'EUR en faveur d'un

## Éducation et formation

En 2007, la BEI a prêté 1,3 milliard d'EUR en faveur de l'éducation. À ce jour, la majeure partie des financements accordés par la Banque dans ce secteur ont été

## Des financements novateurs pour l'innovation

Le lancement du Mécanisme de financement avec partage des risques (MFPR) le 5 juin 2007 a été un acte très symbolique, puisque l'accord a été signé simultanément par M. Potočník, commissaire européen, à Hambourg lors de la 4<sup>e</sup> Conférence européenne sur les infrastructures de recherche (ECRI 2007), et par M. Philippe Maystadt, le président de la BEI, durant la séance annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque à Luxembourg. Destiné à canaliser des financements vers la RDI, le MFPR est le résultat d'une coopération fructueuse entre la BEI et la Commission européenne. Grâce à son effet de levier, le MFPR, qui est doté d'une enveloppe financière de 2 milliards d'EUR provenant à parts égales du 7<sup>ème</sup> Programme-cadre de recherche et du Mécanisme de financement structuré de la BEI, devrait permettre de mobiliser 10 milliards d'EUR supplémentaires en faveur de la RDI.

Le MFPR a connu un succès quasi immédiat. En effet, dès septembre, huit opérations d'un montant total de 359 millions d'EUR étaient déjà conclues pour financer des projets dans les domaines suivants : technologies des énergies renouvelables, efficacité énergétique, composants automobiles, ingénierie et biotechnologies. En fin d'année, le montant total des prêts accordés au titre du MFPR en faveur de projets situés dans quatre États membres atteignait 459 millions d'EUR.

Le MFPR permet de financer des entreprises petites ou grandes, au moyen de prêts directs ou intermédiés. En Allemagne, par exemple, une ligne de crédit a été ouverte pour aider des PME innovantes dans le secteur de l'équipement automobile à financer leurs activités de RDI, grâce à un système de cession-bail de leurs droits de propriété intellectuelle auprès de Deutsche Leasing, l'une des principales sociétés de crédit-bail. La Banque entend accroître ses prêts à l'innovation en Europe dans le cadre du MFPR en 2008, notamment au travers d'une augmentation du nombre des petites opérations.

programme de prêts aux étudiants qui s'inscrit dans une stratégie nationale plus large visant à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur, à encourager les inscriptions et à favoriser l'égalité des chances en matière d'accès. Ce projet a déjà montré son efficacité pour rendre les banques plus responsables et les inciter à prêter aux étudiants issus de milieux modestes, et a permis de mettre en place des dispositifs et des procédures qui augmentent l'efficacité et assurent la viabilité à long terme du système de prêts aux étudiants. À l'avenir, la BEI pourrait financer des investissements visant à moderniser

les programmes d'enseignement et à améliorer les méthodes d'enseignement, et notamment la pédagogie, dans les établissements scolaires et universitaires européens.

## Technologies de l'information et de la communication

Les TIC, qui sont un secteur clé pour la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne, ont reçu 1,6 milliard



d'EUR de prêts de la BEI en 2007. Dans ce domaine, les projets sont de grande dimension et nécessitent des prêts d'un montant élevé. Deux exemples en sont le prêt à British Telecom pour ses investissements dans les services de télécommunications de la prochaine génération (455 millions d'EUR) et le prêt de 375 millions d'EUR à Telefonica pour son réseau de téléphonie mobile UMTS à haut débit en Espagne.

En 2007, la Commission et la BEI ont signé un protocole d'accord afin de soutenir le cadre réglementaire de l'UE concernant les communications électroniques et notamment la politique visant à réduire les écarts en matière d'accès au haut débit. Les besoins d'investissement concernant les réseaux de la prochaine génération s'annoncent élevés et la BEI devrait jouer un rôle de plus en plus important pour ce qui est d'encourager les investissements du secteur privé dans ces infrastructures. En outre, la Banque soutient la mise en place d'autres plates-formes d'accès à haut débit (faisant par exemple appel aux technologies sans fil), ce qui pourrait nécessiter de nouveaux types de financement.

---

### Le FEI et l'innovation

Filiale de la BEI, le Fonds européen d'investissement joue un rôle majeur pour mettre en œuvre la stratégie de Lisbonne en investissant dans des fonds de capital-risque qui procurent à des PME innovantes des ressources sous forme de capitaux propres.

Ces dernières années, le FEI a élargi le champ d'action de ses investissements en capital-risque au-delà de fonds spécialisés dans les entreprises aux stades initiaux et en amont du transfert de technologie – le processus par lequel les résultats de la R-D sont transformés en produits ou services commercialisables. Le Fonds a récemment été mandaté par la Commission européenne pour gérer une enveloppe de 1,1 milliard d'EUR au titre du Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (CIP) de l'UE couvrant la période 2007-2013. Le CIP vise à augmenter la compétitivité des entreprises européennes, à soutenir l'innovation et à offrir aux PME un meilleur accès aux sources de financement. D'importantes ressources seront consacrées aux activités ayant trait aux technologies propres.

## Viabilité environnementale

La responsabilité environnementale de la BEI s'articule autour de trois axes. Premièrement, pour l'ensemble des projets qu'elle finance, la BEI accorde une attention particulière à la question de la viabilité environnementale, en mettant l'accent sur l'évaluation des incidences des investissements proposés sur l'environnement et sur le caractère approprié des mesures d'atténuation prévues et, plus que jamais auparavant, sur l'efficacité énergétique des technologies ou des processus concernés. À tout le moins, la BEI veille à ce que les projets qu'elle soutient respectent les principes et les normes de l'UE en matière d'environnement.

Deuxièmement, les prêts de la BEI sont, dans une large mesure, spécifiquement destinés à la protection et à l'amélioration de l'environnement naturel et bâti et participent à la promotion du bien-être social dans l'intérêt du développement durable. La BEI finance des projets qui portent prioritairement sur les changements climatiques, la protection de la nature et de la biodiversité, les liens entre l'environnement et la santé, ainsi que sur la promotion de l'exploitation durable des ressources naturelles et la gestion des déchets.

Le troisième volet consiste pour la Banque à adopter une attitude responsable à l'égard de sa propre « empreinte environnementale ». Bien que son empreinte à cet égard n'ait pas la même signification que l'empreinte qui résulte du financement de projets, la Banque s'emploie en permanence à améliorer les performances environnementales des bâtiments et des bureaux qu'elle occupe (voir la section intitulée « Empreinte directe et responsabilité dans le travail »).

La proportion des prêts à consacrer à la protection de l'environnement et aux collectivités durables a été fixée à une fourchette de 30 à 35 % de l'ensemble des prêts octroyés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe. Conformément à cet objectif, les opérations de prêt en faveur de l'environnement réalisées par la BEI en 2007 dans les pays de l'UE et de l'AELE ont dépassé les 13 milliards d'EUR, alors qu'à l'extérieur de l'UE, elles se sont élevées à 1,6 milliard d'EUR ; l'addition de

ces deux chiffres aboutit à une proportion de 30,5 % de l'ensemble des prêts.

### Environnement naturel

S'agissant de l'environnement naturel, la priorité est donnée aux investissements et aux actions contribuant à atténuer les changements climatiques, aux projets relatifs à la gestion de l'eau, des eaux usées et des déchets solides ainsi qu'à la réduction de la pollution de l'air.



Sur le plan du changement climatique, la Banque, qui s'appuie sur les principes du Protocole de Kyoto, soutient les efforts déployés pour diminuer les émissions de carbone en finançant des investissements portant sur la substitution des sources d'énergie, le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le financement d'investissements dans le secteur de l'énergie figure également parmi les objectifs spécifiques de la BEI et son approche à l'égard des transports est elle aussi fortement influencée par des considérations liées aux changements climatiques (voir égale-



ment à ce propos les sections intitulées « Les réseaux transeuropéens (RTE) de transport pour l'Europe » et « Une énergie sûre, compétitive et durable »).

Dans le domaine des énergies renouvelables, le rôle de la Banque consiste à soutenir le développement des nouvelles technologies et de les aider à atteindre une échelle industrielle. En Espagne, la centrale héliothermique de Solucar, qui a bénéficié d'un prêt de 50 millions d'EUR de la BEI en 2007, favorise l'exploitation des sources locales d'énergie renouvelable et contribue à la lutte contre les dérèglements climatiques. Parmi les investissements financés figurent la construction et l'exploitation de deux centrales héliothermiques raccordées au réseau d'électricité dont les activités reposent sur des techniques, remarquables, de captage solaire à concentration. L'élément central est un champ d'héliostats (miroirs solaires), placés en demi-cercles sur le sol au pied d'une tour surmontée d'un récepteur solaire thermique. Les héliostats tournent avec le soleil et concentrent les rayons solaires sur le récepteur, grande chaudière dans laquelle la chaleur dégagée par l'énergie solaire se transforme en vapeur qui elle-même actionne une turbine produisant de l'électricité. La situation des installations, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Séville, constitue un atout pour le projet. La centrale jouit en effet d'un

### Politique environnementale et sociale

En 2007, le manuel des pratiques environnementales et sociales de la BEI a été actualisé et rendu public. Ce manuel décrit les processus et les pratiques internes adoptés par la Banque, et notamment le travail accompli par sa direction des projets (PJ) pour s'assurer que toutes ses activités de financement sont conformes à sa politique environnementale. En 2008, la Banque a l'intention de publier une nouvelle déclaration sur sa politique environnementale et sociale (principes et normes), afin de réaffirmer fermement ses préoccupations et ses engagements en matière d'environnement. Cette déclaration fera l'objet d'une consultation publique avant diffusion.



ensoleillement parmi les plus élevés d'Europe, d'un accès aux eaux d'un fleuve pour le refroidissement et d'un accès aisé aux lignes à haute tension situées à proximité.

En 2007, la BEI a conclu des contrats de financement pour un montant de l'ordre de 2,6 milliards d'EUR en faveur de projets dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, non seulement à l'intérieur de l'Union européenne

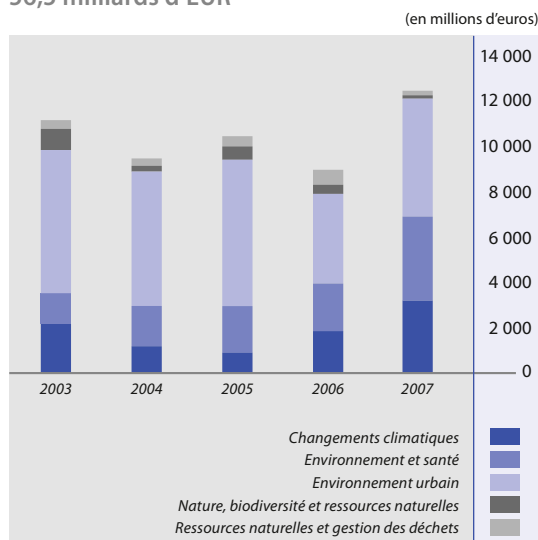
mais aussi à l'extérieur. Au Panama, par exemple, la Banque va soutenir l'amélioration de l'assainissement et des conditions environnementales de la ville de Panama et du pourtour de la baie de Panama grâce au traitement des eaux usées. En portant la part des effluents traités à près de 50%, alors qu'elle est actuellement inférieure à 5%, ce projet permettra d'améliorer la qualité de vie des habitants de la région, en particulier dans les zones défavorisées qui ne bénéficiaient pas encore de services d'assainissement, et de développer le tourisme et la pêche dans la région. À Maseru, la capitale du Lesotho, la Banque va financer un programme d'investissement adapté aux différents niveaux de revenus des bénéficiaires et comprenant le raccordement au réseau d'égouts principal ainsi que la construction sur place d'installations sanitaires à tarif réduit. Ces aménagements, combinés à la rénovation d'une station d'épuration existante et à la construction d'une nouvelle station, contribueront à réduire la pollution des sources d'eau brute de Maseru et à abaisser la fréquence des maladies hydriques.

### Environnement et qualité de vie dans l'UE Prêts directs en 2007

(en millions d'euros)

	Total
Changements climatiques	3 385
Environnement et santé	4 088
Environnement urbain	5 426
Nature, biodiversité et ressources naturelles	34
Ressources naturelles et gestion des déchets	89
<b>Total des prêts individuels</b>	<b>13 021</b>

### Prêts directs 2003-2007 : 56,5 milliards d'EUR



Les projets relatifs aux déchets solides représentent une part croissante des activités de la Banque et contribuent à la réalisation de la politique européenne en matière de recyclage des déchets, d'émission de gaz à effet de serre et d'énergies non fossiles. À Alkmaar, aux Pays-Bas, la BEI a financé récemment la construction d'une unité de combustion de biomasse solide contiguë à une usine d'incinération existante. L'unité permet de traiter les déchets de bois provenant de chantiers de construction ou de démolition, la partie en bois non compostable des déchets verts, des objets encombrants déposés aux centres de recyclage ainsi que des matériaux d'emballage et des granulés en bois. Ces volumes de déchets solides à base de bois proviennent, pour l'essentiel, de la région ; ils étaient auparavant exportés vers l'Allemagne pour y être incinérés. Le projet permet d'améliorer les méthodes actuelles d'élimination des déchets, d'appuyer les objectifs de réduction des déchets de bois biodégradables mis en décharge et de mettre fin au transport de déchets à longue distance.

En 2007, les prêts destinés à réduire la pollution industrielle se sont élevés à 194 millions d'EUR. Les projets financés concernaient notamment l'amélioration de



l'environnement dans des fabriques de papier situées en Allemagne et au Portugal. En Allemagne, la Banque a prêté 34 millions d'EUR à Myllykoski Corporation qui y exploite trois papeteries. Le prêt a servi à réduire les émissions de deux de ces installations, à encourager l'efficacité énergétique dans les trois usines et à financer un programme de RDI portant sur les produits et les procédés. Au Portugal, 80 millions d'EUR ont été octroyés à Portucel, une entreprise privée elle aussi, pour une mise à niveau environnementale de ses trois usines dans le but notamment de réduire la pollution de l'air. Lorsque les investissements nécessaires auront été réalisés, les usines seront en totale adéquation avec les meilleures technologies disponibles et respecteront ainsi les obligations visées par les directives du Conseil relatives à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

### Collectivités durables

S'agissant de l'environnement bâti, l'accent est placé sur la promotion de la viabilité des villes et des collectivités urbaines, conformément à l'approche intégrée de développement urbain qui a été adoptée à l'échelle de l'UE et qui englobe toutes les dimensions économiques, sociales, environnementales et humaines. Cette approche globale, consistant à encourager les investissements durables en faveur de la convergence, de la croissance et de l'emploi dans les villes européennes, est fondée sur la Charte de Leipzig qui regroupe les stratégies et

### L'après-2012

Le Fonds carbone pour l'après-2012, qui devrait être doté de 100 millions d'EUR, a été lancé à l'occasion du Forum 2007 de la BEI à Ljubljana. Ce fonds a pour but de soutenir la valeur de marché des unités de réduction des émissions de carbone qui seront produites après 2012, date d'expiration du Protocole de Kyoto. La Banque et ses partenaires ont conçu ce fonds pour encourager et faciliter les investissements dans des projets qui généreront des crédits carbone dans une perspective à plus long terme. Grâce à ce fonds, des capitaux publics « patients » faisant fonction de catalyseur serviront à renforcer le rôle des crédits carbone en tant qu'instrument de financement de projets. Le fonds permettra également de financer, entre 2013 et 2022, des projets respectueux de l'environnement, tels que des mesures en rapport avec les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la foresterie et les gaz à effet de serre.

principes communs approuvés lors de la réunion ministérielle informelle organisée dans cette ville en mai 2007. Lorsqu'elle le juge utile, la BEI offre une aide financière aux promoteurs de projets de rénovation urbaine par le biais d'un ensemble de produits composé de son mécanisme de financement structuré et de services de conseils, notamment à l'appui de la création de fonds de développement urbain.

La BEI dispose d'un nouvel instrument pour ses activités en milieu urbain ; il s'agit de l'initiative JESSICA (*Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas*), qui a pour but de stimuler les investissements effectués

dans le cadre de programmes d'aménagement urbains intégrés. JESSICA permet aux autorités de gestion d'utiliser des ressources provenant des Fonds structurels pour investir dans des fonds de développement urbain au moyen de dispositifs financiers remboursables et renouvelables, tels que des fonds propres, des garanties ou des prêts. Le premier fonds de développement urbain créé au titre de JESSICA a été lancé en Saxe (Allemagne) en 2007. La municipalité de Leipzig est, comme de juste, l'un des principaux partenaires dans ce projet pilote.

La réalisation d'investissements dans des installations sanitaires relève également de la création de collectivités durables. En 2007, les améliorations apportées aux infrastructures hospitalières existantes et la création de nouveaux établissements dans l'UE ont absorbé 2,1 milliards d'EUR de prêts de la BEI.

L'approche intégrée du développement urbain peut être observée à l'œuvre à Venise. Dans cette ville, la BEI a prêté 120 millions d'EUR en 2007 à l'appui d'aménagements inscrits dans un vaste programme d'investissement basé sur une stratégie intégrée à long terme de rénovation urbaine. Les investissements en faveur d'infrastructures urbaines, de bâtiments historiques et d'équipements éducatifs et sociaux contribuent à assurer la viabilité économique et la durabilité environnementale de la ville et à améliorer la qualité de vie de ses habitants. L'un des aménagements urbains envisagés vise à diminuer les effets du moto ondoso, ce mouvement des vagues résultant du passage des bateaux et qui occasionne des dégradations, grâce à l'optimisation et à la réorganisation de la circulation et de la logistique sur l'île du Lido. La population de Venise, qui vieillit et qui décroît, profitera de la conversion des bâtiments historiques des « penitenti » et de San Lorenzo en foyers

d'accueil pour personnes âgées. De plus, un contournement de la partie continentale de l'agglomération vénitienne (Mestre) permettra de réduire les embouteillages et d'améliorer l'environnement. Le projet comporte également un volet de haute technologie : le déploiement d'un réseau sans fil destiné à améliorer les liaisons entre les bâtiments publics, un nouveau service à forte valeur ajoutée offert aux entreprises locales, et l'introduction d'un système d'identification par radiofréquences réservé aux touristes. Comme à l'habitude, ce prêt s'inscrit dans un contexte plus vaste. D'autres opérations de financement ont été récemment conclues en faveur de projets à l'intérieur ou aux alentours de Venise : elles ont concerné le tramway de la ville, l'Università Ca' Foscari et la construction d'un hôpital à Mestre, la ligne de métro léger régional et les petites et moyennes entreprises de la région au travers de Veneto Sviluppo.

Afin de garantir l'amélioration conjuguée des environnements naturel et urbain en France, le ministère de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, la BEI et le groupe Caisse d'épargne, ont uni leurs forces en 2007 afin de soutenir l'investissement public dans la construction ou la rénovation de bâtiments publics, dans le cadre des efforts déployés pour combattre le réchauffement climatique et améliorer l'environnement urbain. L'objectif à atteindre pour les écoles et les universités, les crèches, les bâtiments administratifs, les centres sportifs et récréatifs et les maisons de quartier consiste à appliquer des normes supérieures aux normes actuelles en matière de chauffage et d'isolation et d'obtenir des résultats de qualité excellente en matière environnementale et énergétique. Quelque 400 projets, au financement desquels la BEI peut contribuer jusqu'à concurrence de 350 millions d'EUR, ont déjà été identifiés dans le cadre du programme.



## Les réseaux transeuropéens (RTE) de transport pour l'Europe

Les réseaux transeuropéens (RTE) de transport permettent de doter l'Union européenne d'infrastructures d'un haut niveau de qualité et de la relier avec les pays en voie d'adhésion et avec ses voisins méridionaux et orientaux. Les RTE prioritaires constituent par ailleurs l'un des deux piliers de l'Action européenne pour la croissance (l'autre pilier étant la recherche-développement et l'innovation), initiative adoptée en 2003 dans l'objectif de renforcer le potentiel de croissance à long terme de l'Europe.

Appuyant l'Action pour la croissance, la BEI s'est fixé comme objectif d'accorder des prêts à concurrence de 75 milliards d'EUR pour le financement de grands réseaux d'infrastructure au cours de la période 2004-2013. En 2007, elle a ainsi prêté 7,4 milliards d'EUR en faveur de ces grands réseaux à travers l'Union, un montant qui correspond pleinement à l'objectif. Le transport ferroviaire, secteur dont le rang de priorité s'élève de plus en plus, a bénéficié de 3,3 milliards d'EUR de prêts de la BEI, devant le transport routier (2,7 milliards d'EUR), le transport aérien (630 millions d'EUR), le transport maritime (434 millions d'EUR) et les infrastructures diverses (426 millions d'EUR). Avec 2,2 milliards d'EUR, l'activité de prêt en faveur des RTE de transport en Espagne a été particulièrement importante, deux projets de lignes ferroviaires à grande vitesse (Cordoue-Malaga et Madrid-Valladolid) ayant notamment été financés.

En dehors de l'UE, la BEI a prêté 916 millions d'EUR pour financer des projets d'extension de RTE de transport. Dans les pays candidats et candidats potentiels, les prêts ont totalisé 686 millions d'EUR tandis qu'ils ont atteint 230 millions d'EUR dans les pays voisins orientaux de l'UE. En Ukraine, la Banque a prêté 200 millions d'EUR pour la réfection de l'autoroute M-06, qui constitue le principal itinéraire entre ce pays et l'Union européenne, sur le corridor paneuropéen III reliant la capitale du pays à la Hongrie, à la Slovaquie et à la Pologne.

### Les partenariats public-privé

La BEI est l'un des premiers bailleurs de fonds en faveur des PPP, et ce dans plusieurs secteurs, notamment l'eau,

la santé et l'éducation. Dans le secteur des transports, ces partenariats ont, en 2007, représenté 15% de l'activité de prêt de la BEI, cette dernière ayant participé au premier projet autoroutier de type PPP en Allemagne, la construction du contournement d'Eisenach sur l'autoroute A4 en Thuringe. La Banque a prêté 89 millions d'EUR pour les travaux d'élargissement à six voies de l'autoroute existante, en partie sur un nouveau tracé. D'un niveau élevé de qualité, ce tracé offrira aux usagers un meilleur service et une sécurité renforcée. Mettant en œuvre un montage financier innovant, cette opération fait partie du premier groupe de quatre projets autoroutiers qui seront financés, en dernier ressort, sur les recettes dégagées par le système de péage établi pour les poids lourds en 2005.

Dans le domaine des financements de type PPP, la BEI a, au fil des ans, accumulé un savoir-faire considérable dont elle fait profiter ses clients et les États membres.

### Réseaux transeuropéens

2003-2007 : 39 milliards d'EUR



Avec la Commission européenne et les États membres, la Banque œuvre à la création d'un Centre européen d'expertise en PPP (CEEP) afin d'encourager un partage efficace de l'expérience et des meilleures pratiques acquises en la matière. Elle a décidé, en 2007, de mettre en place ce centre et d'en assurer également le financement dans un premier temps. Le CEEP deviendra opérationnel en 2008 dès que les décisions finales auront été prises concernant ses attributions et son organisation.

### Coopération avec la Commission

Mis au point en 2007 et lancé au début de 2008, l'instrument de garantie de prêt pour les projets de RTE de transport (LGTT) devrait, selon la Banque, permettre de soutenir efficacement le financement des futurs réseaux transeuropéens grâce à l'octroi de garanties pour des lignes de crédit de soutien destinées à couvrir le risque d'insuffisance des recettes de trafic sur une période maximale de cinq ans après le démarrage de la phase d'exploitation. Le LGTT est un outil conçu pour permettre une plus grande participation du secteur privé aux projets de RTE exposés à un risque de volume en phase initiale d'exploitation. Pour la période 2007-2013, la BEI apporte à cet instrument de garantie 500 millions d'EUR au titre de son Mécanisme de financement structuré, tandis que la Commission y affecte une enveloppe identique prélevée sur les ressources budgétaires de l'UE.



En 2007, la BEI et la Commission ont participé à différents groupes de travail et comités de pilotage. Il convient de souligner les efforts déployés pour acheminer les ressources des Fonds structurels et du Fonds de cohésion vers les projets de RTE, en particulier dans les nouveaux États membres. Ces efforts sont soutenus par le dispositif JASPERS (voir également la section « Développement équilibré de l'Union européenne »). La Banque est en outre étroitement associée à la préparation de projets prioritaires particuliers à la demande de promoteurs et des coordinateurs de l'UE, comme c'est le cas, par exemple, pour le tunnel du Brenner et pour le système de navigation par satellite Galileo. La BEI travaille par ailleurs en étroite collaboration avec la Commission sur les diverses initiatives de l'UE concernant les transports ferroviaires, aériens, fluviaux et maritimes (« autoroutes de la mer »), ou encore dans le domaine des transports routiers intelligents.

### Une nouvelle politique de prêt en matière de transport pour la BEI

La Banque est un acteur important du financement du secteur des transports en Europe. Il y a à cela de bonnes raisons. La prospérité européenne passe nécessairement par l'existence de systèmes de transport efficaces, car ceux-ci exercent un impact significatif sur la croissance économique, le développement social et l'environnement. Non seulement les transports constituent un secteur d'activité économique important en tant que tels, mais ils apportent une contribution majeure au fonctionnement de l'économie européenne dans son ensemble. La mobilité des biens et des personnes est un facteur essentiel de la compétitivité de l'industrie et des services au sein de l'Union. Compte tenu de l'horizon temporel à long terme et de la dimension véritablement européenne des grands projets de transport, la Banque apparaît comme une source de financement tout indiquée pour ces investissements.

Les activités de prêt de la BEI dans le secteur des transports sont encadrées par différentes politiques com-





munautaires : le développement des réseaux transeuropéens (RTE) de transport, la politique de cohésion, le développement durable des transports et le soutien à la recherche-développement et à l'innovation (RDI). Dans tous les cas, la politique de prêt de la Banque revêt des dimensions multiples et les aspects environnementaux sont pris en compte à chaque étape des contrôles préalables qu'elle effectue. La Banque apporte également son soutien à toute une série de projets de transport qui ont pour objectif explicite de mettre en place des systèmes de transport respectueux de l'environnement et viables à long terme, conduisant à une réduction substantielle des émissions de CO<sub>2</sub> et d'autres polluants. Les prêts en faveur de cette catégorie de projets ont régulièrement augmenté au cours des dernières années, tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Ils concer-

nent, entre autres, des projets de transport urbain ainsi que des projets de recherche-développement axés sur la réduction des émissions de gaz d'échappement, l'augmentation du rendement énergétique des carburants et l'amélioration de la sécurité. Par rapport à l'ensemble des investissements effectués dans les secteurs routier et ferroviaire, la Banque a privilégié fortement le second de ces secteurs.

Si les objectifs traditionnels qui ont gouverné les activités de prêt de la Banque dans le secteur des transports jusqu'à présent restent valables, la nécessité de combattre le réchauffement climatique a engendré des besoins nouveaux, complexes et en mutation rapide. Cela a débouché sur la formulation de nouvelles priorités pour la BEI dans le secteur des transports en 2007.

## La politique de la BEI en matière de transports

La mobilité est une condition essentielle de la libre circulation des personnes et de la croissance économique. Dans ce contexte, la BEI poursuivra une approche qui consiste à rechercher systématiquement les moyens les plus efficaces, les plus économiques et les plus durables de satisfaire à la demande de transport. Cela nécessitera de conjuguer plusieurs solutions tenant compte de tous les modes de transport, en veillant à ce qu'elles soient soigneusement planifiées pour limiter les incidences négatives sur l'environnement.

La BEI continuera à promouvoir activement les RTE au travers de ses financements. Parce qu'ils mobilisent des investissements à long terme et qu'ils jouent un rôle essentiel dans la mise en place d'un système de transport efficace – facteur de cohésion à l'échelle communautaire –, les RTE restent la pierre angulaire des investissements en matière de transport dans l'UE et sont cruciaux pour le fonctionnement du marché interne. La relation entre le stock d'infrastructures et les émissions de gaz à effet de serre est certes complexe, mais elle ne justifie pas de remettre en cause la poursuite de l'engagement de l'UE en faveur des RTE.

La BEI continuera d'accorder la priorité aux projets ferroviaires et aux projets de liaisons fluviales et maritimes (en particulier les autoroutes de la mer), qui sont par nature les plus prometteurs du point de vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre par unité de transport. Ce principe vaut également pour les transports urbains et les plates-formes intermodales.

Les projets routiers et aériens devront justifier d'une valeur économique élevée pour bénéficier d'un concours de la BEI. Les prêts accordés viseront en priorité l'amélioration de la sécurité et de l'efficacité ainsi que la réduction des incidences sur l'environnement.

Dans les secteurs du transport ferroviaire et maritime, tout comme dans celui des transports urbains, le financement de l'achat de véhicules, de matériel roulant et de navires cadre avec les objectifs liés au changement climatique. Le financement de l'achat d'aéronefs sera limité à des cas exceptionnels où l'apport d'une très forte valeur ajoutée peut être attesté. Le secteur aéronautique est pris en charge efficacement par le secteur privé et la BEI n'y interviendra que de manière limitée. Il pourrait s'agir par exemple de liaisons aériennes qui desservent les régions de la convergence à condition que le transport aérien soit essentiel pour garantir l'intégrité territoriale de l'UE et que l'efficacité énergétique soit améliorée. Le financement d'aéronefs spécialisés dans la lutte contre les incendies de forêt ou destinés à d'autres usages particuliers pourrait également être envisagé.

Un soutien accru sera accordé aux activités de RDI menées par les constructeurs de tous types de véhicules, les objectifs à privilégier étant l'augmentation de l'efficacité énergétique, la réduction des émissions et l'amélioration de la sécurité. Néanmoins, le financement de projets de construction automobile devra être sélectif et se limiter aux régions de la convergence, où ces opérations apportent une contribution importante à l'emploi et à la diffusion des innovations, notamment à travers leurs liens avec les réseaux locaux d'entreprises de taille intermédiaire et de PME. Quoi qu'il en soit, les projets soutenus devront se conformer pleinement aux orientations des politiques de l'UE en matière d'environnement et d'efficacité énergétique, en mettant en œuvre des normes environnementales plus rigoureuses afin d'accélérer la réalisation de l'objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (comme c'est le cas, par exemple, des investissements dans la production d'automobiles plus petites et économes en énergie et de véhicules utilisant des énergies renouvelables).



## 1993-2007



## Le soutien aux petites et moyennes entreprises

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont une importante source d'emplois, un vivier de talents animés de l'esprit d'entreprise, un foyer d'initiatives innovantes ainsi qu'un vecteur de cohésion économique et sociale dans l'Union européenne. L'objectif de l'UE est de promouvoir l'esprit d'entreprise et d'améliorer le climat des affaires pour les PME, pour leur permettre de relever les défis auxquels elles se trouvent confrontées dans l'économie de la connaissance mondialisée d'aujourd'hui, afin de réaliser pleinement leur potentiel.

Le soutien aux PME est l'une des grandes priorités opérationnelles du Groupe BEI. Cette activité transversale englobe, d'une part, des prêts de la BEI acheminés par l'intermédiaire du secteur bancaire européen (lignes de crédit au moyen desquelles la Banque procure des ressources à des intermédiaires financiers à des taux intéressants, qui doivent ensuite être répercutés de manière appropriée sur les PME) et, d'autre part, le soutien du FEI aux PME, sous la forme d'apports de fonds propres (investissements en capital-risque) et d'opérations facilitant l'accès des PME à des sources de financement (mécanismes de titrisation et d'octroi de garanties). En 2007, le capital du FEI a été porté à 3 milliards d'EUR, soit une augmentation de 50 %, afin de lui donner davantage d'atouts pour poursuivre ses grands objectifs tout en lui assurant son autonomie financière jusqu'en 2013. En sa qualité d'actionnaire majoritaire du FEI, la BEI a fait la démonstration de son engagement à soutenir les PME européennes en assumant pleinement sa part dans l'augmentation de capital réalisée l'an dernier.

### Bilan 2007

L'activité du groupe BEI en faveur des PME a bénéficié à quelque 162 000 PME en 2007 et privilégié en particulier les PME innovantes à fort potentiel de croissance, les petits projets liés aux énergies renouvelables soutenus par des PME et les microentreprises. Cet appui de la BEI a revêtu la forme de lignes de crédit accordées, pour un montant total de quelque 5 milliards d'EUR, à ses intermédiaires financiers de toute l'Union européenne. Le FEI a confirmé sa position d'acteur majeur des marchés européens du capital-risque en réalisant pour plus

de 520 millions d'EUR d'opérations dans ce domaine en 2007. Ses opérations de garantie ont atteint 1,4 milliard d'EUR et une hausse significative de cette activité est prévisible en 2008, après la prise en charge du nouveau mandat au titre du Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (CIP) de l'UE, vers la fin de 2007 (voir également la section « Soutenir l'innovation »). Les activités du FEI en matière de rehaussement de crédit ont atteint des niveaux records en 2007, tant en volume qu'en nombre d'opérations. Dans le cadre de cette activité, le FEI garantit les tranches subordonnées de transactions sur titres adossés à des actifs, rendant ainsi ces tranches plus rémunératrices pour les investisseurs et, donc, plus faciles à vendre pour les établissements bancaires cédants. Cette plus forte attractivité encourage ces établissements à développer à leur tour leur activité de prêt aux PME.

### Diversification des produits

Outre le maintien de son activité traditionnelle d'octroi de lignes de crédit destinées aux PME auprès de plus d'une centaine de banques partenaires dans toute l'Europe, ce que la profession a spécialement apprécié dans la tourmente des marchés du second semestre, la Banque n'a eu de cesse de diversifier son offre de produits en faveur des PME, afin de répondre à leurs besoins de financement.

En 2007, la Banque a élargi son réseau de banques intermédiaires en y ajoutant Hypo Tirol Bank AG en Autriche, SEB Vilniaus Bankas en Lituanie, EFL et Millennium Leasing en Pologne, ainsi qu'Isbank, Finansbank et Deniz-Bank en Turquie.



Pour toucher des banques régionales de plus petite taille, plusieurs opérations de titrisation ont été conclues, notamment en Espagne avec Rural Coop Bank, Bankinter et Banco Popular et en Italie avec Selmabipiemme. Pour la première fois, une opération de ce type a été signée dans un nouvel État membre, en l'occurrence un prêt de 200 millions d'EUR conclu avec Millennium Leasing en Pologne. Cette opération va améliorer l'accès des PME et des microentreprises polonaises de moins de dix salariés aux sources de fonds à long terme.

À l'appui de sa stratégie consistant à prendre davantage de risques pour apporter une plus grande valeur ajoutée, la BEI s'est également engagée dans un certain nombre d'opérations avec partage des risques, où elle assume une partie du risque sur les PME elles-mêmes, incitant de cette façon les banques à développer les crédits en leur faveur. Parmi les opérations de ce type approuvées en 2007, il faut par exemple citer le projet RZB Group Risk Sharing Facility, un prêt groupé d'un montant de 100 millions d'EUR pour le financement de projets de petite dimension réalisés par des entreprises de taille intermédiaire en Autriche, Hongrie et Roumanie. L'opération conclue en France avec Avenir Entreprises Mezzanine, fonds commun

de placement à capital fixe qui financera des PME par des obligations convertibles, est un autre exemple de cet engagement. Aux côtés d'autres bailleurs de fonds, OSEO et CDC Entreprises, la BEI a souscrit à ce fonds à hauteur de 20 millions d'EUR. Avec KfW IPEX-Bank, la BEI a conclu une opération d'un montant de 100 millions d'EUR avec partage des risques destinée au financement de transactions de petite et moyenne dimension – assorties d'une note médiocre, voire inférieure à la valeur d'investissement – réalisées avec des entreprises qui mettent en œuvre des projets de RDI en Allemagne.

La BEI a par ailleurs concentré ses efforts sur les prêts en faveur des très petites entreprises et les investissements réalisés par des PME dans des projets portant sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. En République tchèque, une ligne de crédit avec partage des risques servira à financer des projets de petite et moyenne dimension dans les domaines de l'utilisation rationnelle de l'énergie, de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables ainsi que de la recherche-développement et de l'innovation en matière énergétique. En Allemagne, la Rentenbank a également bénéficié d'une ligne de crédit pour financer des investissements à long terme dans les énergies renouvelables, notamment le biogaz, les biocarburants, l'énergie éolienne et l'énergie photovoltaïque.

### Consultation en vue d'accroître la valeur ajoutée pour les PME

En 2007, la BEI a procédé à une révision approfondie de la gamme des produits qu'elle offre aux petites et moyennes entreprises, en collaboration avec des représentants de ces dernières, la Commission européenne, des institutions spécialisées et des partenaires bancaires. Cela permettra d'affiner le ciblage de segments de marché spécifiques et de développer des opérations avec partage des risques avec des intermédiaires financiers, l'objectif ultime étant, bien évidemment, d'accroître la valeur ajoutée de l'intervention de la Banque pour les PME. Les conclusions



de ces consultations serviront, au cours de l'année 2008, à définir une nouvelle stratégie en matière d'offre de produits du Groupe BEI aux PME.

Le calendrier de cette révision coïncide avec la réflexion menée par la Commission européenne, laquelle a, en novembre 2007, lancé « l'Initiative européenne pour le développement du microcrédit en faveur de la croissance et de l'emploi » et travaille actuellement à un *Small Business Act for Europe* qu'elle devrait adopter en juin 2008 et qui comprendra notamment un volet sur la manière d'améliorer l'accès des PME aux financements.

### Un mandat de la Commission européenne pour le FEI

En 2007, la Commission européenne a confié au Fonds la gestion d'une enveloppe de 1,1 milliard d'EUR allouée pour la période 2007-2013 au Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (CIP), qui comporte un volet « capital-risque » et un volet « garanties ».

Le CIP a pour objectif d'encourager la compétitivité des entreprises européennes, de soutenir l'innovation et de faciliter l'accès des PME aux sources de financement. Les objectifs du CIP demeurent comparables à ceux de son prédécesseur, le Programme pluriannuel pour les entreprises et l'esprit d'entreprise (MAP, 2001-2006), à savoir générer de la croissance économique et créer plus d'emplois, mais aussi stimuler la productivité, la compétitivité et l'innovation dans l'UE. Toutefois, le CIP se veut plus ambitieux que le MAP dans sa conception. Il couvrira une zone géographique plus

vaste et étendra sa panoplie d'instruments à de nouveaux marchés et produits.

### JEREMIE, une initiative conjointe de la Commission et du FEI en faveur des PME

Le dispositif JEREMIE (Ressources européennes conjointes pour les PME et les microentreprises) vise à donner aux États membres la possibilité de créer, en utilisant une partie de leur dotation au titre des Fonds structurels pour la période budgétaire 2007-2013, un fonds renouvelable géré par un intermédiaire et destiné à améliorer l'accès aux financements pour les petites entreprises, y compris les jeunes pousses, et à octroyer des microcrédits dans des zones de développement régional, et ce grâce à une palette de produits financiers adaptés à leurs besoins.

Sur 2006 et 2007, l'équipe spéciale JEREMIE mise en place au sein du FEI a mené une quarantaine d'analyses de besoins de financement à la demande de 20 États membres. Des protocoles d'accord ont d'ores et déjà été signés avec la Bulgarie, la Roumanie et la Slovaquie ; le premier accord de financement JEREMIE a été conclu avec la Grèce en juin 2007.

L'initiative JEREMIE représente une innovation dans le domaine du financement des PME dans le sens où elle tire puissamment parti des Fonds structurels pour donner naissance à des ressources renouvelables, par l'intermédiaire d'un fonds de participation. JEREMIE crée de nouvelles possibilités et constitue une avancée importante par rapport à l'ancienne approche du financement dans le cadre des Fonds structurels, qui reposait uniquement sur l'octroi d'aides non remboursables.



## Une énergie sûre, compétitive et durable

La promotion de sources d'énergie sûres, compétitives et durables est un objectif clé de l'Union européenne. L'attention accrue accordée à la problématique du changement climatique a fait passer l'énergie au premier plan des priorités de l'UE. C'est pour cette raison que le Conseil des gouverneurs de la BEI a décidé en 2007 non seulement de renforcer la contribution de la BEI à la promotion des énergies propres en Europe, mais aussi d'établir un guichet spécial pour l'octroi de prêts en faveur de l'énergie à l'extérieur de l'UE.

Le plan d'action adopté par le Conseil européen qui s'est tenu à Bruxelles en mars 2007 définit la politique énergétique de l'UE. Il fixe également des objectifs ambitieux : réduire, d'ici à 2020, les émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux niveaux de 1990 ; porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation globale d'énergie de l'UE ; fixer à 10 % la part des biocarburants dans la consommation d'essence et de gazole destinés au transport ; et réduire de 20 % la consommation d'énergie par rapport aux projections du scénario de base établies pour 2020. Au début de 2008, la Commission européenne a approuvé un vaste train de mesures réunies dans un plan d'action pour le climat, qui soutiendra les engagements pris par le Conseil européen pour lutter contre les changements climatiques et pour encourager les énergies renouvelables.

La BEI surveille de près l'évolution de la politique énergétique. Dans ce contexte, les prêts octroyés par la Banque en faveur de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique sont axés sur cinq domaines prioritaires : les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la RDI dans le secteur de l'énergie, la sûreté et la diversification de l'approvisionnement interne (y compris les réseaux transeuropéens d'énergie), la sûreté de l'approvisionnement externe et le développement économique des pays voisins et des pays partenaires.

Étant donné qu'il est devenu urgent d'investir dans l'énergie, la Banque a concrétisé cet impératif. L'objectif fixé pour 2007 consistait à prêter 4 milliards d'EUR au total à l'appui de projets énergétiques réalisés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne, dont 900 millions d'EUR en faveur des énergies renouvelables. En fait, la Banque a prêté 5,4 milliards d'EUR à ce titre dans l'UE (plus l'Islande), dont 1,5 milliard d'EUR pour les



énergies renouvelables, et 1,4 milliard d'EUR à l'extérieur de l'Union, dont 518 millions d'EUR pour les énergies renouvelables. Un concours de 500 millions d'EUR a été accordé en vertu d'un mécanisme spécial, doté d'une enveloppe de 3 milliards d'EUR à utiliser d'ici à la fin de 2013, et ayant pour vocation de financer des projets énergétiques dans les pays du voisinage, les pays ACP, l'Afrique du Sud et les pays d'Asie et d'Amérique latine, en dehors des mandats actuels d'aide au développement.

### Énergies renouvelables et efficacité énergétique

Il s'agit là de volumes record pour les prêts en faveur des énergies renouvelables. À titre de comparaison, le mon-

tant des prêts accordés pour les énergies renouvelables s'est élevé ces dernières années à environ 450 millions d'EUR en moyenne par an. La BEI finance des technologies parvenues à maturité qui ont déjà atteint le stade de l'exploitation commerciale, par exemple les parcs éoliens terrestres, la production hydroélectrique et géothermique ou encore la production d'énergie à partir de la biomasse solide. Elle finance également des technologies émergentes, en phase initiale d'application, telles que l'exploitation de l'énergie photovoltaïque et héliothermique ou la production de biocarburants de deuxième génération. Les investissements réalisés dans les technologies émergentes en rapport avec les énergies renouvelables ont un objectif double : produire de l'électricité et contribuer à abaisser le coût de ces technologies, notamment en tirant les leçons de l'expérience pratique.

Les prêts en faveur de l'efficacité énergétique dans l'UE se sont élevés à 945 millions d'EUR. La production combinée de chaleur et d'électricité ainsi que les réseaux de chauffage urbain sont des investissements prioritaires pour la Banque. En Italie, la BEI a prêté 200 millions d'EUR à ENI pour la construction, à la périphérie de Ferrare, d'une centrale à cycle combiné, ce qui devrait faciliter la mise hors service d'autres centrales électriques, alimentées au fioul, qui sont vétustes, inefficaces et plus polluantes. En Allemagne, elle a financé une usine d'incinération de déchets à Suhl, dans le Land de Thuringe.



### RDI dans le domaine de l'énergie

Les investissements engagés dans des activités de recherche-développement et innovation en matière énergétique contribuent dans une large mesure à atteindre les objectifs à long terme de la politique énergétique européenne, y compris ceux ayant trait aux changements climatiques ; ils jouent par ailleurs un rôle dans la réalisation du programme de Lisbonne, qui vise à créer une économie européenne compétitive fondée sur la connaissance. La BEI met déjà fortement l'accent sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans ses activités de prêt en faveur de la RDI. Après le lancement, au milieu de 2007, du Mécanisme de financement avec partage des risques (voir également la section « Soutien à l'innovation »), les premiers prêts concernaient en grande partie la RDI dans le domaine de l'énergie : mise au point de la technologie héliothermique dans la centrale Andasol, au nord de la Sierra Nevada, en Espagne ; dans ce même pays, application d'une technologie héliothermique différente dans la centrale Solucar, située près de Séville, et investissements dans des technologies énergétiques innovantes par le groupe Abengoa ; en Autriche, mise au point par AVL de systèmes de transmission automobile propres et efficaces, et recherche sur les piles à hydrogène et à combustible, les nanocomposites, ainsi que les technologies permettant d'améliorer le rendement énergétique des moteurs.

La BEI collabore également avec les professionnels et la Commission européenne au sujet de l'aide financière qu'il conviendra de consentir pour la réalisation des installations pilote de piégeage et de stockage du carbone prévues par la Commission ; elle entretient également des contacts avec les émetteurs de carbone européens, en particulier ceux qui opèrent dans le secteur énergétique. De plus, la Banque suit de près les plates-formes technologiques européennes, en particulier celles qui sont consacrées aux piles à hydrogène et à combustible, à l'énergie photovoltaïque et éolienne, aux centrales à combustibles fossiles ne dégageant aucune émission ainsi qu'à l'énergie héliothermique.



## En 2007, le Forum annuel de la BEI avait pour thème l'énergie

Le Forum 2007 de la BEI, qui s'est tenu à Ljubljana, en Slovénie, les 27 et 28 septembre, était consacré à l'un des grands sujets d'actualité en Europe : investir dans les énergies, maîtriser les changements climatiques. Hauts fonctionnaires, universitaires de renom et industriels chevronnés ont fourni des pistes de réflexion pour traduire au mieux les objectifs européens en solutions concrètes.

De nombreux intervenants au Forum en ont convenu : avec des technologies innovantes et une utilisation efficace du capital, l'Europe pourrait se doter d'un avantage concurrentiel unique dans sa campagne en faveur de l'efficacité énergétique et du développement des énergies renouvelables. Le Forum s'est à de nombreuses reprises penché sur le programme de Lisbonne, le plan d'action de l'UE pour créer, d'ici à 2010, une économie européenne compétitive, innovante et fondée sur la connaissance, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une plus grande cohésion sociale. De nombreux intervenants au Forum ont réaffirmé que seuls un environnement politique adéquat et des conditions de marché propices permettront à l'Europe de relever le défi que constitue la RDI, fondamentale pour l'innovation dans le secteur de l'énergie. Ainsi que le déclarait M. Philippe Maystadt, président de la BEI : « L'Europe possède le bagage scientifique et technique nécessaire pour mettre au point des solutions pratiques. Elle dispose également de ressources financières suffisantes pour supporter le coût de la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux systèmes réglementaires. Qui plus est, en jouant ce rôle de pionnier, elle en tirera probablement, à terme, des avantages économiques. »





En 2006, le FEI a signé sa première opération relative aux technologies propres et il a commencé à jouer un rôle important sur ce créneau avec l'apparition sur le marché de fonds de capital-risque viables spécialisés dans ce domaine. Compte tenu de l'intérêt accru accordé aux technologies propres, le FEI compte affecter à ce secteur une proportion non négligeable du mandat CIP (Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité) (voir également la section « Soutien à l'innovation »).

#### RTE d'énergie et sûreté de l'approvisionnement

En 2007, les prêts consacrés aux réseaux transeuropéens d'énergie se sont montés à 1,4 milliard d'EUR au total. La BEI est partie prenante dans la plupart des projets paneuropéens prioritaires dans le secteur du gaz et elle entend jouer un rôle accru à l'avenir pour ce qui concerne les investissements dans le secteur de l'électricité. En Belgique, l'investissement financé par la BEI dans le terminal GNL de Fluxys à Zeebrugge contribuera à augmenter, à sécuriser et à diversifier l'approvisionnement en gaz de l'UE, étant donné que le gaz importé peut ainsi aisément être acheminé vers le Royaume-Uni, les Pays-

Bas, l'Allemagne, le Luxembourg et la France. Un prêt à la compagnie italienne ENI financera l'extension du gazoduc Transmed, qui permettra d'améliorer l'acheminement du gaz algérien, via la Tunisie, en Italie et dans l'UE.

Le prêt de 200 millions d'EUR octroyé par la BEI à Urenco Ltd concourra à diversifier les sources d'énergie sûres. Urenco va accroître la capacité d'enrichissement d'uranium de deux usines implantées au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Le projet porte sur l'installation de nouvelles cascades de centrifugeuses dans ces deux usines. Il a fait l'objet d'une évaluation en bonne et due forme des incidences sur l'environnement et Urenco applique toutes les mesures de protection édictées par Euratom, par l'Agence internationale de l'énergie atomique et par d'autres organismes publics chargés de contrôler le cycle du combustible nucléaire, qui est soumis à une réglementation très stricte.

#### L'énergie à l'extérieur de l'UE

Dans le but d'améliorer la sûreté de l'approvisionnement externe et de stimuler le développement économique, la BEI a financé en 2007 des investissements énergétiques en Croatie, dans les Balkans, dans les pays partenaires méditerranéens, en Ouganda, en Afrique du Sud et en Chine. Dans ce dernier pays, elle a mis à disposition un prêt-cadre de 500 millions d'EUR destiné à financer, dans les secteurs énergétique et industriel, des projets d'investissement visant à réduire les gaz à effet de serre et les autres émissions polluantes. Il s'agissait du premier prêt accordé par la BEI au titre du Mécanisme pour une énergie durable et un approvisionnement énergétique sûr ; cet instrument, avalisé par les gouverneurs de la Banque en juin 2007 et doté d'une enveloppe de 3 milliards d'EUR, est destiné à promouvoir l'action de l'UE en matière de lutte contre les changements climatiques et de sûreté de l'approvisionnement énergétique.





## Pays candidats et candidats potentiels

La BEI est pleinement engagée dans les pays en voie d'adhésion (la Turquie et la Croatie) et candidats (l'ancienne République yougoslave de Macédoine), ainsi que dans les pays candidats potentiels (le reste des États des Balkans occidentaux). L'activité de la Banque vise à soutenir le processus de développement économique de ces pays et à préparer ainsi leur transition potentielle vers le statut d'État membre de l'UE. La Banque opère au titre du mécanisme préadhésion et du mandat préadhésion, renouvelés tous deux en 2007, et en étroite collaboration avec la Commission européenne et les institutions financières internationales qui interviennent dans ces pays.

### Croatie

Les projets financés par la BEI en Croatie sont des investissements qui aideront le pays à remplir les critères d'adhésion à l'Union européenne. En 2007, la Banque a signé des contrats de financement pour un total de 330 millions d'EUR. Depuis 2001, les prêts en Croatie totalisent 1,3 milliard d'EUR. Bien diversifiée, l'activité de prêt en 2007 a soutenu la mise à niveau des infrastructures d'énergie et de transport du pays ainsi que le financement indirect, via des lignes de crédit, de projets de plus petite dimension réalisés par des PME et des collectivités locales. La Banque a accordé un prêt de 190 millions d'EUR pour la deuxième phase des travaux d'amélioration et d'extension du réseau de transport de gaz naturel, qui comprend 930 km de nouveaux tronçons de gazoduc à haute pression. Un prêt de 100 millions d'EUR a été accordé pour financer la construction de l'infrastructure du nouveau port de transbordement de Zadar, ce qui ouvrira de nouvelles perspectives pour cette ville historique et améliorera les liaisons entre la ville et les îles croates et, au-delà, avec les autres pays de la Méditerranée.

Au cours des années à venir, la Banque prévoit de renforcer ses prêts aux collectivités locales en vue d'améliorer les infrastructures dans les secteurs de l'environnement, de la santé et de l'éducation.

### Turquie

Grâce à un volume de prêt de 2,1 milliards d'EUR en 2007 (contre 1,8 milliard d'EUR en 2006), la BEI joue un

rôle important dans le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. En sa qualité de pays en voie d'adhésion, la Turquie va recevoir, sur la période 2007-2013, des aides non remboursables au titre du nouvel instrument d'aide de préadhésion de l'UE. La BEI complète ces fonds par des prêts accordés au titre de son mandat de prêt extérieur et via son mécanisme préadhésion, en vertu duquel elle accorde des prêts et des garanties sur risques propres. La BEI collabore étroitement avec la Commission européenne et les pouvoirs publics turcs à la définition des investissements prioritaires, dans le droit fil des plans nationaux de développement et des priorités de l'UE.

En 2007, elle a soutenu des investissements réalisés tant dans le secteur public que dans le secteur privé en Turquie. S'agissant du secteur privé, elle a financé la modernisation des usines de Ford Otosan situées à Kocaeli et Inönü ainsi que la modernisation et l'accroissement des capacités de l'usine de production de verre de Si-seçam, dans la province de Bursa. La Banque a également renforcé son activité de prêt en faveur des petites et moyennes entreprises, activité dont le volume s'établit à 900 millions d'EUR.

Des infrastructures efficaces sont indispensables à la poursuite de la croissance et du développement du pays. C'est ainsi qu'en 2007, une grande proportion des prêts de la BEI a concerné les infrastructures municipales de transport à Antalya et Izmir, la liaison ferroviaire à grande vitesse entre Istanbul et Ankara ainsi que le renouvellement de la flotte de la compagnie aérienne turque. Ce dernier projet, dont l'approbation remonte à la fin de 2005, favorise le développement économique et la coopération régionale entre la Turquie et d'autres pays, dont ceux de l'UE.



La Banque a également investi dans la recherche-développement et l'innovation. Les progrès réalisés par la Turquie en matière de RDI constitueront, à terme, un facteur important de sa position concurrentielle dans l'Union européenne. La BEI a accordé un prêt de 400 millions d'EUR au Tübitak, le Conseil de la recherche scientifique et technique de Turquie, pour financer une série d'investissements en faveur de programmes de recherche universitaire, de laboratoires et de matériel scientifique.

La Turquie est, de loin, le principal pays destinataire des financements de la BEI à l'extérieur de l'Union européenne, le volume de ses prêts totalisant 6,2 milliards d'EUR au cours de la période 2003-2007. L'ouverture prochaine de bureaux à Ankara et Istanbul témoigne de l'importance que la BEI accorde à ses activités dans ce pays.

### Balkans occidentaux

Les pays des Balkans occidentaux sont considérés comme des candidats potentiels à l'entrée dans l'UE. Les prêts de la BEI en Albanie, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Serbie contribueront à placer ces pays sur la voie de l'intégration dans l'Union européenne. De manière plus générale, le soutien de l'Union européenne et de la BEI permet de promouvoir les réformes politiques et économiques et d'encourager la ré-

conciliation dans la région. En 2007, les prêts de la BEI y ont atteint le chiffre record de 440 millions d'EUR, portant à 2,5 milliards d'EUR environ le total des prêts accordés depuis 1995.

Plus des deux tiers de ces prêts ont soutenu le développement des infrastructures de transport et d'énergie. En Bosnie-Herzégovine, la BEI a prêté 103 millions d'EUR pour la remise en état de centrales hydro-électriques et de réseaux de distribution d'électricité. Cet investissement permettra d'améliorer l'efficacité énergétique et d'accroître la qualité et la fiabilité de l'alimentation en électricité dans le pays. Un prêt de 60 millions d'EUR a été signé pour la construction d'un contournement autoroutier de la capitale serbe, Belgrade. Ce projet contribuera à accroître la sécurité routière et la capacité du réseau de transport en Serbie, pays situé au carrefour des grands corridors trans-européens traversant les Balkans occidentaux. Un autre prêt en Serbie servira à remettre en état le pont Gazela à Belgrade. Ce projet a été cofinancé avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et l'Agence européenne pour la reconstruction. D'autres projets de transport ont concerné le programme de remise en état du réseau routier en Bosnie-Herzégovine et la construction d'une voie rapide entre Levan et Vlorë en Albanie.

Sous la forme de lignes de crédit accordée à des intermédiaires locaux, la Banque a prêté 120 millions d'EUR en faveur des petites et moyennes entreprises de la région. L'une de ces lignes de crédit destinées aux PME a été ouverte au Kosovo. Il s'agissait du premier prêt de la Banque dans cette partie des Balkans occidentaux. La BEI a en outre investi 25 millions d'EUR dans un fonds européen pour l'Europe du Sud-Est (EFSE), qui rétrocèdera à des entreprises de petite et très petite dimension – par l'entremise d'intermédiaires financiers – les ressources ainsi mises à sa disposition. Ce fonds investira l'essentiel de ses ressources dans les Balkans occidentaux et utilisera le solde en Bulgarie, en Roumanie, en Moldova et, éventuellement, dans d'autres pays d'Europe du Sud-Est.



## Pays voisins et pays partenaires de l'Union européenne

L'année 2007 a marqué le début de l'activité de prêt de la Banque dans les pays voisins et les pays partenaires de l'Union européenne au titre du nouveau mandat confié à la BEI par le Conseil et l'autorisant à accorder, au cours de la période 2007-2013, des prêts à concurrence de 12,4 milliards d'EUR. Il s'agit du mandat le plus important jamais assigné pour des opérations à l'extérieur de l'Union, puisqu'il permet à la BEI de doubler son volume d'activité dans les neuf pays partenaires méditerranéens et de multiplier par six ses prêts en Russie et dans les pays voisins de l'Est.

### FEMIP : une année record pour le soutien au secteur privé

Sur le total des financements (1,4 milliard d'EUR) accordés dans les neuf pays partenaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au titre de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP), une part sans précédent de 68 % est allée au secteur privé en 2007, dans le droit fil des priorités de la politique européenne de voisinage.

En 2003, l'Union européenne a formulé une politique instaurant des relations privilégiées avec les pays frontaliers au sud et à l'est, la « politique européenne de voisinage ». Les activités de la BEI en Méditerranée, quant à elles, relèvent de la FEMIP depuis 2002. Conformément au processus de Barcelone – vaste cadre régissant les relations entre les États membres de l'UE et les pays partenaires méditerranéens – et à la politique européenne de voisinage, la mission de la FEMIP consiste à favoriser le développement économique des neuf pays du bassin méditerranéen en investissant suivant deux axes principaux : i) le soutien au secteur privé, qui est le moteur d'une croissance durable, et ii) la mise en place d'un environnement propi-

### Pays méditerranéens

Prêts octroyés en 2007

(en millions d'euros)

	Total	Resources	
		Ressources propres	Ressources budgétaires
Tunisie	389	385	4
Maroc	336	330	6
Liban	300	295	5
Égypte	130	130	–
Israël	120	120	–
Syrie	80	80	–
Jordanie	50	50	–
Régional	31	–	31
Algérie	3	–	3
<b>Pays méditerranéens</b>	<b>1 438</b>	<b>1 390</b>	<b>48</b>

ce aux investissements, au moyen d'infrastructures efficaces et de systèmes bancaires appropriés. La FEMIP s'est imposée comme le principal partenaire financier de la région méditerranéenne, avec plus de 7 milliards d'EUR investis depuis 2002. Elle encourage en outre le dialogue entre les pays partenaires et avec l'UE au niveau institutionnel, mais aussi avec les représentants du secteur privé et de la société civile.



Tandis que le volume total des opérations réalisées en 2007 (1,4 milliard d'EUR) était légèrement supérieur aux chiffres de 2006, le type de projets soutenu a, lui, été très différent, puisque 68 % du total concernaient des projets du secteur privé (contre 30 % en 2006). Cette proportion de projets du secteur privé est une première pour la FEMIP et elle est le reflet d'un choix stratégique conforme aux recommandations du Conseil européen.

Plus de 44 % du volume total des opérations ont servi à soutenir les petites et moyennes entreprises, par l'intermédiaire de banques locales, en Jordanie, au Liban, en Syrie et en Tunisie. Également dans le secteur privé, 3 % du montant total ont été alloués à la prise de participations dans des entreprises (Algérie) ou dans des fonds d'investissement (Liban, Maroc et Tunisie).

La FEMIP a par ailleurs continué d'appuyer des grands projets d'infrastructures dans les pays partenaires ; elle a ainsi accordé 465 millions d'EUR (32 % du total) en faveur d'infrastructures énergétiques, avec la construction de deux centrales électriques alimentées au gaz naturel en Égypte, l'optimisation de la capacité de production d'hydroélectricité au Maroc et l'extension du gazoduc Transmed qui relie l'Algérie et l'Italie via la Tunisie. Ce dernier projet est l'un des investissements prioritaires des RTE d'énergie. Les infrastructures de transport – en l'occurrence une section d'autoroute entre Fès et Oujda, au Maroc, qui vient compléter le réseau autoroutier du pays – ont représenté 13 % du total. La FEMIP a égale-

ment soutenu la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer en Israël, portant son appui aux infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement à 8 % du volume total de ses prêts.

Si l'on considère la répartition géographique, 51 % du volume total ont été alloués dans le Maghreb (8 projets pour un total de 728 millions d'EUR), 47 % au Proche-Orient (7 projets, 680 millions d'EUR), tandis que trois projets avaient une portée régionale. Le fonds d'investissement Altermed, par exemple, dans lequel la FEMIP a investi 11 millions d'EUR en décembre 2007, cible les PME en Tunisie et au Maroc.

Outre les prêts et le capital-investissement, la FEMIP a continué de proposer une assistance technique pour aider les promoteurs tout au long des différentes phases de réalisation de leurs projets. Ces opérations sont financées par le Fonds d'assistance technique de la FEMIP, qui utilise pour cette activité des aides non remboursables accordées par la Commission européenne. En 2007, 24 contrats d'assistance technique ont été signés dans les pays partenaires méditerranéens, pour un total de 17,5 millions d'EUR.

### Collaborer avec les universités de la Méditerranée

En 2007, la Banque européenne d'investissement et UNIMED, l'Union des universités de la Méditerranée, ont signé un protocole d'accord. Association regroupant 74 universités situées dans des pays du bassin méditerranéen, UNIMED a pour objectif de promouvoir la recherche dans les domaines de la conservation et de la valorisation du patrimoine culturel, de l'environnement, de la santé, de l'économie et des nouvelles technologies de la communication, de manière à contribuer aux dimensions économiques et politiques des relations qu'entretiennent l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens.

### Des montages financiers de plus en plus complexes

Sur le plan qualitatif, 2007 a par ailleurs été une année de premières. En effet, pour la première fois, la FEMIP a participé à la préparation et au financement de deux partenariats public-privé, en Israël, dans le cadre du projet de dessalement de Hadera, à proximité de Tel Aviv, et au Maroc, pour le port Tanger-Med, la signature de ce prêt étant prévue en 2008. Ainsi, la FEMIP est parvenue à transmettre à ces deux partenaires méditerranéens le savoir-faire accumulé par la BEI dans ce domaine au sein de l'Union européenne.

La FEMIP a également lancé et promu le premier fonds de démarrage d'entreprises géré par le secteur privé en Tunisie. Le fonds Phénicia Seed Fund concentre son action sur les entreprises tunisiennes innovantes qui sont en cours de création ou existent depuis moins de cinq ans. Cette opération est financée par le Fonds fiduciaire de la FEMIP (FFF). Constitué en 2004 et doté de res-



sources mises à sa disposition par 15 États membres de l'Union et par la Commission européenne, le Fonds fiduciaire de la FEMIP a pour objet d'acheminer des ressources vers certains secteurs prioritaires en vue de stimuler le développement du secteur privé dans le bassin méditerranéen. En 2007, l'Assemblée des donateurs du FFF a approuvé cinq nouvelles opérations pour un total de 750 000 EUR, portant le nombre total d'opérations approuvées à 18 et le volume global des prêts à 6,9 millions d'EUR.

#### Réunions et études stratégiques

Un certain nombre de réunions ont été organisées en 2007 pour poursuivre le dialogue lancé dans le contexte de la FEMIP entre les peuples d'Europe et du bassin méditerranéen. Au niveau institutionnel tout d'abord, le Conseil ministériel de la FEMIP s'est réuni à Chypre le 14 mai, tandis que le Comité FEMIP, qui est constitué de représentants des pays européens et méditerranéens et est chargé d'examiner la stratégie de la FEMIP, s'est réuni les 6 février, 3 avril et 20 novembre 2007.

Par ailleurs, deux études financées par le Fonds fiduciaire de la FEMIP ont été publiées sur le site Web de la Banque. La première, portant sur les moyens d'améliorer l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés vers les pays méditerranéens, a été présentée à la Conférence de la FEMIP qui s'est tenue à Paris en mars 2007 et qui a réuni des associations et des représentants de la société civile et du secteur privé des deux rives de la Méditerranée. La seconde, publiée en juin 2007, est une étude sur l'épargne privée au Maroc, qui recommande des mesures concrètes visant à mobiliser cette épargne plus efficacement.



conformément aux modalités d'un protocole d'accord tripartite signé par la Commission européenne, la BEI et la BERD, qui vise à mettre en commun le savoir-faire, les capacités et les avantages comparatifs de chaque partenaire pour mener à bien la politique européenne de voisinage et le partenariat stratégique entre l'UE et la Russie. L'objectif poursuivi est le renforcement de la prospérité, de la stabilité et de la sécurité.

Au titre du nouveau mandat accordé pour la période 2007-2013, une enveloppe de 3,7 milliards d'EUR est disponible, sous forme de prêts de la BEI, pour le financement d'investissements en Russie, en Ukraine et – sous réserve d'une future décision du Conseil – au Belarus, ainsi que dans les pays du Caucase du Sud (l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie). La BEI accordera des prêts à long terme en faveur de projets présentant un intérêt significatif pour l'UE dans le domaine des infrastructures de transport, d'énergie, de télécommunications et d'environnement. La priorité ira aux projets concernant les grands axes du réseau transeuropéen étendu, aux projets ayant des incidences transfrontalières pour un ou plusieurs États membres et aux projets importants qui favorisent l'intégration régionale par le biais d'une connectivité accrue. Dans le domaine de l'environnement en Russie, la BEI accordera une priorité particulière à des projets relevant du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale. Il s'agit d'un effort de coopération entre la Commission européenne, la Fédération de Russie, la BERD, la Banque nordique d'investissement et la BEI, ainsi que plusieurs pays donateurs, qui vise à s'attaquer aux problèmes écologiques les plus préoccupants dans le nord-ouest

#### Russie et pays voisins de l'Est

Les opérations de financement de la BEI en Europe de l'Est, dans le Caucase du Sud et en Russie sont menées en coopération étroite avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD),





du pays. Dans le secteur de l'énergie, les projets portant sur l'approvisionnement stratégique et sur le transport d'énergie revêtent une importance spéciale.

Le premier prêt de la BEI en faveur d'un projet environnemental en Russie, à Saint-Petersbourg, remonte à 2003. Deux autres prêts en faveur de projets environnementaux dans cette même ville ont été signés les années suivantes, pour un total de 85 millions d'EUR. En 2007, aucun nouveau prêt n'a été signé en Russie, mais des travaux ont été menés pour préparer plusieurs projets en PPP, notamment le périphérique à l'ouest de Saint-Petersbourg. Ce projet porte sur la réalisation d'une autoroute à péage qui traversera les quartiers

ouest de la ville pour raccorder les tronçons nord et sud du périphérique, offrant ainsi une liaison directe vers le grand port de la ville et vers la Finlande.

Présente en Ukraine depuis 2006, la Banque a signé en 2007 son premier prêt dans ce pays, pour la remise en état de l'axe autoroutier du corridor paneuropéen entre Kiev et Brody. En 2007 aussi, la BEI a signé sa première opération de financement en Moldova, pour l'amélioration des liaisons routières avec l'Union européenne. Son prêt, de 30 millions d'EUR, est destiné à la réfection de routes reliant la capitale, Chisinau, à la frontière de l'UE. Le projet, piloté par la Banque mondiale, est cofinancé par cette dernière, par la BEI et par la BERD. La Banque mondiale et la BERD vont également accorder des prêts pour la réfection du principal axe routier nord-sud du pays. Ces prêts font l'objet d'une étroite coordination avec le Fonds monétaire international et la Commission européenne.

Le nouveau mandat extérieur, qui couvre la période 2007-2013, donne à la BEI la possibilité d'étendre ses activités dans les pays voisins de l'Est pour y inclure le Caucase du Sud. Avant de pouvoir opérer dans ces nouveaux pays, la BEI doit signer un accord-cadre avec chacun d'eux. C'est ce qu'elle a fait, dès juin 2007, avec la Géorgie et, début 2008, avec l'Arménie, tandis que les négociations se poursuivent avec l'Azerbaïdjan, en vue de signer l'accord en 2008.



## Pays partenaires dans les régions ACP et ALA

La Banque européenne d'investissement contribue de manière décisive à la mise en œuvre des politiques communautaires d'aide au développement et de coopération économique à l'extérieur de l'Union européenne. La BEI est un partenaire actif du développement de nombreux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) depuis 1963 et des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) depuis les années 1970. Les opérations de la BEI dans ces régions contribuent à un développement économique et social durable ainsi qu'à la réduction de la pauvreté. En Amérique latine et en Asie (ALA), l'activité de la BEI remonte à 1993. Dans ces pays, l'accent a été mis sur la coopération économique et sur des projets d'intérêt mutuel pour le pays bénéficiaire et pour l'UE. Plus récemment, la protection de l'environnement et la sûreté de l'approvisionnement énergétique ont pris de l'importance.

### Financement du développement dans les pays ACP et les PTOM

La présidence portugaise de l'Union ayant placé les besoins de développement de l'Afrique parmi les premières priorités, 2007 a été une année importante pour les relations entre l'UE et les pays ACP. Le Sommet UE-Afrique de décembre 2007 a été le deuxième du genre, le premier (qui s'est tenu au Caire en 2000) ayant également été organisé par le Portugal. Réunissant les chefs d'État et de gouvernement, ce sommet a jeté les bases du partenariat stratégique entre les deux continents.

En 2007, l'activité de prêt de la BEI sur ressources propres a atteint le chiffre record de 432 millions d'EUR, tandis que les signatures au titre de la Facilité d'investissement (FI) ont totalisé 325 millions d'EUR. Dotée d'une enveloppe de 2 milliards d'EUR, la Facilité d'investissement est un fonds renouvelable assumant des risques d'investissement et créé pour soutenir, au cours de la période 2003-2007, les investissements réalisés par des entreprises du secteur privé ou des entités du secteur public marchand, y compris les infrastructures génératrices de revenus. La FI revendique un solide bilan d'activité, les opérations approuvées totalisant 1,99 milliard d'EUR à la fin de 2007, soit 98 % de sa dotation initiale en capital. Un budget distinct de 20 millions d'EUR couvre les opérations dans les pays et territoires d'outre-mer. Dans le cadre du deuxième protocole financier de l'Accord de Cotonou révisé, conclu entre l'UE et les pays ACP pour la période 2008-2013, la Facilité d'investissement recevra une dotation supplémentaire de 1,1 milliard d'EUR pour les opérations de financement et de

400 millions d'EUR pour les bonifications d'intérêts et l'assistance technique.

Dans le cadre de son activité de prêt, la BEI a privilégié les projets du secteur privé, ceux-ci entrant pour 79 % dans le portefeuille des opérations signées au titre de la FI à la fin de 2007 (montant cumulé). Cinquante-deux pour cent du portefeuille actuel de la FI concernent le secteur financier, notamment grâce au développement de l'activité de microfinance de la Banque, en particulier en Afrique subsaharienne. Dix-sept pour cent du portefeuille de la FI portent sur des investissements industriels (opérations minières comprises) et 28 % sur les infrastruc-

### Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et Afrique du Sud

#### Prêts octroyés en 2007

(en millions d'euros)

	Total	Ressources	
		Ressources propres	Ressources budgétaires
<b>Afrique</b>	<b>686</b>	<b>432</b>	<b>254</b>
<i>Afrique australe et océan Indien</i>	328	304	25
<i>Afrique de l'Est</i>	149	–	149
<i>Afrique de l'Ouest</i>	128	128	–
<i>Afrique centrale et équatoriale</i>	73	–	73
<i>Multirégional</i>	8	–	8
<b>Caraïbes</b>	<b>56</b>	<b>–</b>	<b>56</b>
<b>Pacifique</b>	<b>2</b>	<b>–</b>	<b>2</b>
<b>PTOM</b>	<b>10</b>	<b>–</b>	<b>10</b>
<b>Multirégional</b>	<b>3</b>	<b>–</b>	<b>3</b>
<b>ACP-PTOM</b>	<b>756</b>	<b>432</b>	<b>325</b>
<b>Afrique du Sud</b>	<b>113</b>	<b>113</b>	<b>–</b>

res de base, notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des transports et des télécommunications, les 3 % restants ayant trait à l'agriculture et au tourisme.

### Fonds fiduciaire du partenariat euro-africain pour les infrastructures

Le mois d'avril 2007 a vu le lancement réussi du Fonds fiduciaire du partenariat euro-africain pour les infrastructures, dont la BEI assure la gestion. Ce fonds innovant soutient des projets d'infrastructure transfrontaliers ou régionaux en Afrique subsaharienne ; les compétences techniques et financières de la BEI et d'autres organismes de financement du développement de l'UE y sont associées aux aides non remboursables fournies par la Commission européenne et certains États membres de l'Union.

Avec le Royaume-Uni qui en est devenu membre en décembre 2007, le Fonds fiduciaire compte désormais onze donateurs – la Commission et dix États membres. S'établissant actuellement à 98 millions d'EUR, l'engagement des donateurs envers le Fonds devrait continuer à s'amplifier en 2008. En 2007, 16,2 millions d'EUR d'aides non remboursables ont été approuvés en faveur de quatre projets d'infrastructure.

### Bureaux régionaux de la BEI

La BEI a inauguré des bureaux de représentation régionale à Fort-de-France en mai 2007 et à Sydney en novembre 2007, qui desservent respectivement la région des Caraïbes et l'océan Pacifique. Outre qu'ils permettront à la Banque de développer ses activités dans ces régions, ces bureaux faciliteront les communications et la coordination non seulement avec les promoteurs éventuels de projets, mais aussi avec les autres bailleurs de fonds établis sur place, en particulier les délégations de la Commission européenne.

L'ouverture de ces bureaux porte à cinq le nombre des bureaux régionaux de la BEI dans les pays ACP ; en 2005,



des bureaux avaient été ouverts à Nairobi, à Dakar et à Tshwane (Pretoria) pour desservir respectivement l'Afrique orientale et centrale, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe et l'océan Indien. De ce fait, toutes les régions ACP sont actuellement desservies par des bureaux locaux, et la Banque est ainsi en mesure de renforcer et d'amplifier le rôle stratégique qu'elle joue en contribuant à une croissance économique durable dans l'ensemble des pays ACP et des PTOM.

Dans les années à venir, la BEI accordera la priorité aux infrastructures et au secteur financier. S'agissant des infrastructures, les efforts porteront essentiellement sur les investissements de base dans des domaines comme l'énergie, l'assainissement et l'eau, la priorité étant accordée aux projets du secteur privé et aux initiatives régionales (concernant plusieurs pays). Dans le secteur financier, l'accent sera mis sur les activités de capital-investissement. En outre, la Banque acheminera des ressources au travers d'institutions financières locales, dans un double objectif : soutenir le développement des marchés financiers locaux et financer les entreprises de petite taille, y compris les microentreprises.

### Financements de la BEI en Afrique du Sud

Les financements que la BEI accorde en Afrique du Sud relèvent d'un mandat séparé. Pour ce qui concerne la période 2007-2013, le montant disponible est de 900 millions d'EUR, contre 825 millions d'EUR pour la



## La microfinance produit des effets majeurs dans les pays ACP

Le rôle de la microfinance – c'est-à-dire la fourniture de services de crédit et d'épargne ainsi que d'autres services financiers de base aux populations démunies – dans la réduction de la pauvreté est désormais largement reconnu. Au fil des années, la BEI a acquis des connaissances et des compétences dans ce domaine au travers de ses activités dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Dans le secteur de la microfinance, la stratégie de la BEI met l'accent sur les domaines où la Banque peut apporter une valeur ajoutée maximale, à savoir l'apport de fonds propres à des institutions existantes ou de création récente et la fourniture de ressources en monnaie locale, notamment grâce à l'octroi de garanties. À la fin de 2007, le total des engagements de la Banque dans les pays ACP sous forme de prêts et de prises de participation dans le secteur de la microfinance se montait à 75 millions d'EUR. Les fonds d'investissement du secteur de la microfinance se sont révélés particulièrement efficaces non seulement pour fournir des ressources à des institutions de microfinance (IMF) existantes dans des pays tels que le Kenya, l'Ouganda, le Ghana et le Mozambique, mais aussi pour promouvoir la création ou le développement d'institutions de ce type au Cameroun, en République démocratique du Congo, à Madagascar, au Nigeria et au Tchad.

La Banque vise à ce que ses opérations dégagent un triple rendement, c'est-à-dire qu'elles soient non seulement rentables sur les plans financier et social, mais qu'elles aient aussi un effet de démonstration. La rentabilité financière est essentielle pour garantir la viabilité des institutions de microfinance concernées et les rendre attractives aux yeux des investisseurs. Le rendement social se mesure à l'aune de la croissance des revenus pour les bénéficiaires de microcrédits. L'effet de démonstration est nécessaire pour assurer la mobilisation future de sources de financement plus importantes, non seulement au Nord, mais aussi au Sud.

Malgré des progrès encourageants, une majorité de personnes pauvres n'ont toujours pas accès aux services financiers de base. Il reste beaucoup à faire et la BEI s'efforce de contribuer, par une démarche volontariste, aux efforts dans ce domaine en restant à la pointe du secteur et en prenant des risques pour mener à bien des projets ayant un grand impact. Toutefois, les activités de la Banque dans le secteur de la microfinance ne se limitent pas aux opérations strictement liées aux projets ; elles englobent un dialogue permanent avec les États membres de l'UE, la Commission européenne et d'autres parties prenantes importantes.

En 2007, la Banque a, pour un total de 11 millions d'EUR, conclu trois nouvelles opérations d'investissement relevant de la microfinance dans les pays ACP, et elle a mis en place un nouveau cadre pour financer l'assistance technique à l'appui du développement du secteur de la microfinance.



période 2000-2006. En vertu de ce nouveau mandat, et en coopération avec les autorités, les organismes publics, les entreprises privées et le secteur financier sud-africains, la BEI axera ses interventions sur les infrastructures d'intérêt public (notamment les infrastructures locales, pour l'approvisionnement en eau et en électricité, par exemple) et sur le secteur privé, y compris les PME. En octobre 2007, la BEI et le gouvernement de la République d'Afrique du Sud ont signé une déclaration d'intention qui consacre la poursuite du soutien financier de la Banque en faveur du pays durant la période 2007-2013. Le volume total des prêts consentis en Afrique du Sud a atteint 113 millions d'EUR en 2007.

#### Coopération économique avec les pays d'Amérique latine et d'Asie

En 2007, la BEI a commencé à mettre en œuvre un nouveau mandat en Amérique latine et en Asie, qui couvre la période 2007-2013. Au cours de cette période, la Banque est autorisée à prêter jusqu'à 3 milliards d'EUR dans

les pays ALA partenaires, ce qui représente une augmentation substantielle (de 53 %) par rapport au mandat précédent, qui couvrait la période 2000-2006. Ce nouveau mandat est subdivisé, à titre indicatif, en deux enveloppes, l'une de 2,8 milliards d'EUR pour l'Amérique latine et l'autre de 1 milliard d'EUR pour l'Asie.

Les activités de la Banque dans les pays ALA vont de pair avec la stratégie de coopération de l'UE dans les pays concernés. D'un point de vue sectoriel, les objectifs de la BEI dans ses opérations de prêt en Amérique latine et en Asie ont été élargis, puisqu'ils couvriront, outre la protection de l'environnement (y compris l'atténuation des changements climatiques), des projets qui contribuent à la sûreté de l'approvisionnement énergétique de l'UE. Les opérations de la BEI continueront en outre de soutenir la présence de l'UE sur ces continents par le biais d'investissements étrangers directs et de transferts de technologies et de savoir-faire.

En 2007, les prêts de la BEI en faveur de projets situés en Amérique latine et en Asie ont totalisé 925 millions d'EUR, dont 365 millions d'EUR pour des projets réalisés au Brésil, au Panama, au Pérou et en Uruguay, 60 millions d'EUR pour un projet aux Philippines et 500 millions d'EUR en Chine ; il s'agissait là d'un dispositif multi-investissements à grande échelle conçu pour financer, au sein des secteurs énergétique et industriel, des projets visant à prévenir ou réduire les gaz à effet de serre et autres émissions polluantes. C'était le premier prêt accordé par la BEI au titre du Mécanisme pour une énergie durable et un approvisionnement énergétique sûr, instrument destiné à renforcer l'action de l'UE en matière de lutte contre les changements climatiques et de sûreté de l'approvisionnement énergétique, qui a été avalisé par les gouverneurs de la Banque en juin 2007 et qui est doté d'une enveloppe de 3 milliards d'EUR (voir également la section « Pour une énergie sûre, compétitive et durable »).





## L'activité d'emprunt de la BEI

Un des premiers émetteurs internationaux de catégorie souveraine

### Une activité robuste en dépit des turbulences

L'activité de collecte de ressources de la BEI a bien résisté aux turbulences qui ont secoué les marchés des capitaux durant l'année 2007, ce qui a permis à la Banque de continuer à proposer ses prêts à des conditions concurrentielles. Durant l'année 2007, la Banque a levé 55 milliards d'EUR<sup>1</sup> au travers de 236 opérations dans 23 monnaies, y compris, pour quatre monnaies, sous forme d'émissions synthétiques. En septembre, au vu de la progression de son programme de prêts et de ses décaissements, la Banque a relevé de 50 à 55 milliards d'EUR le plafond de sa collecte de ressources. Le volume des ressources collec-

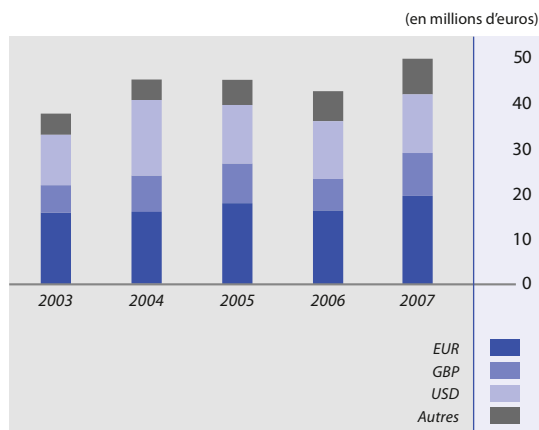
tées en 2007 (55 milliards d'EUR) est nettement supérieur à celui de l'année précédente (48 milliards d'EUR).

Ces résultats s'expliquent par l'excellente cote de crédit de la BEI – qu'elle doit avant tout au soutien sans faille de ses actionnaires, les États membres de l'UE – ainsi que par sa démarche stratégique et réactive vis-à-vis des marchés.

### De solides émissions de référence

Dans le contexte difficile de l'année passée, la Banque a pu s'appuyer sur la solidité de ses programmes d'émissions de référence dans ses monnaies principales (EUR, GBP et USD), qui lui ont permis de lever 38 milliards d'EUR (69% du total de la collecte), soit une progression significative par rapport à 2006 (28 milliards d'EUR, ou 59% du total). Le volume des émissions ciblées, classiques et structurées, dans ces monnaies a également été substantiel, avec un montant de 8 milliards d'EUR.

### Volume des emprunts avant échange, 2003-2007 : 245 milliards d'EUR



### EUR : volume élevé et innovations

S'agissant de l'EUR, 27 émissions ont été lancées au total en 2007 pour un volume de 20,5 milliards d'EUR, soit 37,5% du programme de collecte global pour l'année. En 2007, la BEI a procédé à quatre nouvelles émissions de référence libellées en euro – dites EARN (*European Area Reference Notes* – obligations de référence pour la zone euro) – contre deux en moyenne les années précédentes ; elle en a obtenu la plus grande partie des ressources levées au travers d'émissions de référence (16 milliards d'EUR).

La BEI demeure le seul emprunteur à pouvoir se positionner en complément des emprunteurs souverains, avec des émissions de référence de 5 milliards d'EUR échelonnées sur des durées allant de trois à 30 ans. Les émissions structurées en EUR ont totalisé 1,4 milliard d'EUR (ce qui représente à peu près 30% de l'ensemble des émissions structurées de la Banque en 2007).

<sup>1</sup> Un volume de 54,7 milliards d'EUR a été collecté au titre de l'autorisation globale d'emprunter accordée par le Conseil d'administration pour 2007, dont un montant de 77 millions d'EUR levé par anticipation en 2006.

Une innovation considérable, qui témoigne du rôle de premier plan que l'UE joue dans la lutte contre les changements climatiques, a été l'émission d'obligations climatiquement responsables, lancée dans le format EPOS (*European Public Offering of Securities*). C'était le deuxième emprunt que la BEI émettait dans ce format. Cette émission structurée libellée en EUR offrait une combinaison unique de caractéristiques environnementales. L'émission d'obligations climatiquement responsables constitue également un moyen de poursuivre l'intégration des marchés financiers de l'UE ; il s'agit en effet de la première offre publique d'obligations à l'échelle des 27 pays membres, et sa diffusion a pu se concrétiser grâce au régime transfrontalier du passeport unique prévu par la directive Prospectus<sup>2</sup> et à l'établissement d'un prospectus au format EPOS.

#### GBP : premier émetteur hors *Gilts*

Sur le compartiment de la livre sterling (GBP), la BEI a maintenu sa position de premier émetteur d'emprunts autres que *Gilts* (titres du Trésor britannique), l'encours total de ses émissions à la fin de 2007 s'établissant à plus de 9 % de ce segment du marché<sup>3</sup>. Elle a lancé 58 émissions pour un volume total de 7,5 milliards de GBP (11 milliards d'EUR), soit 20,1 % de son programme annuel de collecte. En 2007, la Banque a levé des fonds dans 13 durées différentes et elle a également mis en place trois nouvelles lignes de référence réparties sur l'ensemble de la courbe.

#### USD : premier émetteur au format global, hors États-Unis

En 2007, la Banque a réalisé 28 transactions en USD, pour un montant total de 19,1 milliards d'USD (14,4 milliards d'EUR), soit 26,3 % du programme total pour l'an-

née. Elle a lancé cinq émissions de référence (3 milliards d'USD) au format global couvrant les principales durées ; il s'agit du plus gros volume jamais collecté par la BEI en un an au travers de ses émissions globales en USD. L'année 2007 a également été marquée par l'intérêt soutenu des investisseurs pour les transactions proposées dans un format autre que global ; les émissions en eurodollars ont atteint 2,25 milliards d'USD (1,7 milliard d'EUR) et les émissions structurées 1,8 milliard d'USD (1,3 milliard d'EUR).

#### Diversification : renforcement et approfondissement

Les émissions dans les 16 monnaies autres que les trois principales ont permis à la BEI de lever l'équivalent de 8,8 milliards d'EUR via 123 transactions. Des émissions en format synthétique ont également été lancées dans quatre monnaies supplémentaires, pour un montant total équivalant à 262,4 millions d'EUR. Une évolution à noter dans le segment des monnaies européennes est le renforcement et l'extension de la courbe des rendements dans le compartiment de la couronne suédoise. Dans de nombreuses autres monnaies extra-européennes, la Banque a renforcé son rôle d'émetteur de référence, par des nouveaux emprunts de référence en dollar australien, en dollar canadien, en yen japonais et en dollar néo-zélandais.

#### Impact sur le développement

La Banque a étendu son action de développement des marchés dans les nouveaux ou futurs États membres et dans les pays partenaires ou voisins de l'UE, en lançant notamment des emprunts dans quatre nouvelles monnaies : en leu roumain, en rouble russe (émissions non synthétiques), en roupie mauricienne et en cedi ghanéen (émissions synthétiques). Avec sa première émission en

<sup>2</sup> Le format "EPOS" (*European Public Offering of Securities*), utilisé pour la première fois en 2006, permet à la Banque de tirer parti des possibilités offertes par la directive Prospectus de l'UE. Cette directive instaure un mécanisme efficace de "passeport" pour les prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières dans les États membres de l'Union européenne ; ainsi, un prospectus, une fois visé par l'autorité réglementaire d'un État membre ("État membre d'origine"), peut être valablement utilisé dans n'importe quel autre État membre ("État membre d'accueil") sans qu'aucun autre visa ne soit nécessaire ("reconnaissance mutuelle").

<sup>3</sup> Source : indice Barclays des émissions en livre sterling hors *Gilts* au 31 décembre 2007.



leu roumain, la BEI a contribué à la diversité du marché, puisque cet emprunt offrait, au moment de son lancement, la durée la plus longue et le volume le plus élevé du marché. Le placement et la cotation sur le marché roumain ont rendu cette opération encore plus accessible et attrayante pour les investisseurs nationaux. La Banque a aussi lancé ses premières émissions non synthétiques en rouble russe, avec des échéances à cinq et dix ans qui constituaient des durées inhabituellement longues pour ce marché. En livre turque, elle a lancé la plus grande émission d'euro-obligations jamais réalisée en une seule tranche (1 milliard de TRY), créant ainsi une nouvelle référence sur le marché.

La BEI a diversifié sa présence sur les marchés africains, en émettant 13 emprunts dans quatre monnaies, y com-

pris deux dans lesquelles elle n'avait encore jamais émis, pour un montant total équivalant à 311 millions d'EUR. Toutes ces émissions ont incité les investisseurs internationaux à acheter des titres dans ces monnaies. La Banque a par ailleurs réalisé le tout premier emprunt d'un émetteur étranger en roupies mauriciennes, offrant ainsi une nouvelle référence au marché. Avec sa première opération en cedi ghanéen, elle a apporté aux investisseurs une nouvelle solution de très grande qualité sur un marché obligataire où l'offre est très limitée. La BEI est restée un émetteur de référence en rand sud-africain et a renforcé sa présence sur le compartiment du pula du Botswana, en proposant une nouvelle échéance. Ces émissions ont permis de rehausser la diversité et le niveau d'activité sur les marchés concernés, notamment en encourageant la participation d'investisseurs internationaux.

### Emprunts signés et levés en 2007 (\*) et 2006

(en millions d'euros)

	Avant échanges				Après échanges			
	2007		2006		2007		2006	
EUR	20 531	37,5%	17 439	36,3%	42 766	78,1%	31 820	66,2%
BGN (**)	28	0,1%						
CZK			18	0,04%			18	0,04%
DKK	134	0,2%	235	0,5%	134	0,2%	235	0,5%
GBP	11 023	20,1%	8 392	17,5%	6 123	11,2%	3 067	6,4%
HUF	108	0,2%	110	0,2%	108	0,2%	97	0,2%
PLN	27	0,1%	32	0,1%	27	0,1%	32	0,1%
RON	90	0,2%						
SEK	893	1,6%	309	0,6%	403	0,7%	309	0,6%
<b>Total EU</b>	<b>32 835</b>	<b>60%</b>	<b>26 535</b>	<b>55%</b>	<b>49 562</b>	<b>91%</b>	<b>35 577</b>	<b>74%</b>
AUD	941	1,7%	1 840	3,8%				
BGN (**)			102	0,2%				
CAD	659	1,2%						
CHF	445	0,8%	703	1,5%				
HKD			101	0,2%				
ISK	261	0,5%	501	1,0%				
JPY	2 198	4,0%	1 277	2,7%				
NOK	196	0,4%	424	0,9%	63	0,1%	88	0,2%
NZD	1 344	2,5%	933	1,9%				
RUB	115	0,2%						
TRY	1 097	2,0%	1 095	2,3%				
USD	14 400	26,3%	14 225	29,6%	5 099	9,3%	12 305	25,6%
ZAR	234	0,4%	312	0,7%			80	0,2%
<b>Total non-EU</b>	<b>21 890</b>	<b>40%</b>	<b>21 515</b>	<b>45%</b>	<b>5 162</b>	<b>9%</b>	<b>12 473</b>	<b>26%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>54 725</b>	<b>100%</b>	<b>48 050</b>	<b>100%</b>	<b>54 725</b>	<b>100%</b>	<b>48 050</b>	<b>100%</b>

(\*) Un volume de 54,7 milliards d'EUR a été collecté au titre de l'autorisation globale d'emprunter accordée par le Conseil d'administration pour 2007, dont un montant de 77 millions d'EUR levé par anticipation en 2006.

(\*\*) La Bulgarie a adhéré à l'UE le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## Gouvernance de la BEI





## Collaboration avec les autres parties prenantes

En 2007, la Banque européenne d'investissement et la Commission ont préparé des débats et des décisions du Conseil concernant principalement l'activité de prêt de la Banque dans ses domaines prioritaires pour les années à venir. Dans ce contexte, la BEI a participé aux réunions du Conseil des ministres des finances de l'Union européenne (Conseil ECOFIN) et a interagi régulièrement avec le Parlement européen et ses commissions. Elle a par ailleurs entretenu des relations étroites avec des organes consultatifs tels que le Comité des régions et le Comité économique et social européen (CESE), poursuivi ses relations de travail approfondies avec d'autres institutions financières internationales (IFI) et maintenu son dialogue dynamique avec les organisations de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales (ONG).

### Un dialogue constructif et ouvert avec les organes représentant les citoyens européens

En 2007, la BEI et le Parlement européen ont continué à entretenir de bonnes relations, caractérisées par l'ouverture et par un dialogue fructueux et dynamique. Le Parlement a manifesté un grand intérêt pour la Banque et apporté un franc soutien à ses activités de prêt. En outre, le président de la Banque a présenté les activités et les priorités stratégiques du Groupe BEI devant plusieurs commissions parlementaires, notamment celle du contrôle budgétaire, celle des affaires économiques et monétaires et celle de l'industrie, de la recherche et de l'énergie. La dernière de ces rencontres portait plus spécifiquement sur la contribution de la Banque dans deux domaines : le soutien à la politique énergétique de l'UE et la lutte contre les changements climatiques. En 2007, des contacts ont aussi eu lieu au niveau du personnel des deux institutions.

La BEI a été en contact étroit avec le Comité économique et social européen (CESE), et plus particulièrement avec sa Commission consultative des mutations industrielles (CCMI) dans le cadre du rapport rédigé par cette dernière sur le thème « Innovation : impact sur le changement industriel et le rôle de la BEI ». À l'invitation du président de la section Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale (ECO) du CESE, M. Maystadt a présenté les activités de prêt de la Banque, notamment dans les domaines de l'énergie en tant que nouvelle priorité, de la recherche-développement, de l'éducation et des PME.

En mars 2007 a eu lieu la cinquième édition des journées « portes ouvertes » (*OPEN DAYS 2007*) organisées par le Comité des régions et la DG REGIO, sur le thème des moyens à donner aux régions et aux villes pour créer croissance et emplois (« *Making it happen: regions and cities deliver growth and jobs* »). Le Président de la BEI et certains membres du personnel ont participé aux ateliers et groupes de discussion consacrés aux trois « J » (JASPERS, JEREMIE et JESSICA), au microcrédit, à la connaissance et à l'innovation, et aux infrastructures de transport. La Banque a elle-même organisé et présidé un atelier sur le thème des PPP, à partir de l'expérience de la BEI et des Fonds structurels. Elle a par ailleurs coopéré avec la commission Cohésion territoriale du Comité des régions pour rédiger un rapport sur l'effet de levier des Fonds structurels.

### Une coopération étroite avec la Commission et les IFI pour les activités hors de l'UE

L'année 2007 a vu se poursuivre la coopération entre la BEI et plusieurs autres institutions financières internationales et institutions bilatérales européennes, en particulier dans le cadre des nouveaux mandats externes qui lui sont confiés pour ses activités en dehors de l'UE sur la période 2007-2013. Les principaux objectifs de cette coopération sont de maximiser les synergies et d'assurer un partage raisonnable des risques ainsi que la cohérence de la conditionnalité par secteur et par projet.



La mise en œuvre de l'accord tripartite entre la Commission, la BERD et la BEI portant sur la coopération opérationnelle en Russie, dans les pays voisins de l'Est et en Asie centrale a démarré en 2007 avec la création d'une réserve de projets conjointe. Dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord et rive sud de la Méditerranée, la Société financière internationale (SFI) s'est associée au partenariat de coopération stratégique instauré par la Commission, la BEI et la Banque mondiale.

La BEI appuie son activité de prêt dans les pays ACP sur une collaboration étroite avec la Commission européenne et avec les États membres. La Banque est par exemple consultée lorsque la Commission élabore des stratégies à une échelle nationale ou régionale, et son champ d'intervention est normalement décrit dans les documents de stratégie découlant de ce processus. Le but de cette démarche est d'assurer cohérence et synergie entre l'aide communautaire au développement et les activités de la BEI.

À un niveau plus opérationnel, la Banque travaille en étroite collaboration avec un certain nombre d'institutions européennes de financement du développement (IEFD) au sein d'un groupement appelé European Financing Partners (EFP). L'EFP est une structure ad hoc créée en 2004 et détenue conjointement par les IEFD et par la BEI, dans le but de financer principalement des projets commercialement viables, de taille moyenne, réalisés par le secteur privé dans les pays ACP. Dans un certain nombre de domaines, notamment celui des projets d'infrastructure, la Banque collabore aussi activement avec

l'Agence française de développement (AFD) et avec la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). Le Fonds fiduciaire du partenariat euro-africain pour les infrastructures, géré par la BEI, vise à renforcer la collaboration entre les donateurs européens et les autres bailleurs de fonds, dans un but commun : accroître le financement des projets d'infrastructure régionaux en Afrique subsaharienne.

La BEI s'attache systématiquement à coordonner son action avec celle des grandes banques multilatérales de développement et institutions internationales de financement, afin de maximiser l'impact sur le développement et d'éviter les doubles emplois, ce qui permet en outre d'alléger les tâches administratives à la charge des autorités des pays bénéficiaires. En 2007, la BEI et la Banque asiatique de développement ont signé un protocole d'accord visant à développer leur coopération dans la zone Asie et Pacifique. Ce protocole délimite un certain nombre de domaines prioritaires, notamment les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, où la coopération portera sur des projets destinés à contribuer à la protection du climat et à générer d'importantes réductions des émissions de CO<sub>2</sub>. La BEI est également membre du Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA), qui regroupe de grands organismes multilatéraux tels que le groupe de la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, ainsi qu'un certain nombre de bailleurs de fonds bilatéraux de premier plan intervenant en Afrique. En février 2008, la BEI a accueilli à Luxembourg une réunion de travail de l'ICA consacrée aux projets d'infrastructure régionaux en Afrique.



## Gouvernance et responsabilité

En 2006, la Commission européenne a commandé au European Institute of Public Administration, en coopération avec l'université de Helsinki, l'université de Vaasa et la School of Governance de l'université d'Utrecht, une étude comparative sur le thème des règles d'éthique professionnelle pour les titulaires de fonctions publiques dans les États membres de l'Union européenne et dans les institutions communautaires (*A Comparative Study of the Rules and Standards of Professional Ethics for the Holders of Public Office in the EU-27 and EU Institutions*)<sup>4</sup>.

Les résultats pour les diverses institutions de l'UE, publiés en 2007, ont montré que, si chaque institution a son propre corpus de règles et de normes concernant les conflits d'intérêts pour les titulaires de fonctions publiques, l'examen de la « densité » de réglementation parmi les six institutions communautaires révèle que la Banque européenne d'investissement et la Commission européenne se partagent la première place pour le nombre de questions réglementées, suivies de la Banque centrale européenne et de la Cour des comptes européenne. L'étude a également conclu que la Banque avait une infrastructure perfectionnée pour la gestion des conflits d'intérêts.

### Consultation publique sur la politique de la BEI en matière de lutte contre la fraude

Durant l'année 2007, la BEI a mené un examen de ses politiques, lignes directrices et procédures en matière de lutte contre la corruption, la fraude, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Comme le prévoit la politique de transparence de la Banque, cet examen comprenait une consultation publique, qui a été lancée en février 2007. Cette consultation s'est déroulée selon un ensemble de règles déjà utilisé pour la première consultation publique de la BEI (essentiellement axée sur la politique de divulgation de la Banque), et largement inspiré des procédures, principes et normes adoptés par la Commission européenne et d'autres IFI.

La consultation publique en ligne a démarré le 12 février 2007, avec la publication, sur le site Web de la Banque, d'un projet de politique et de procédures, en français, en anglais et en allemand. Le processus s'est déroulé en deux temps, le premier du 12 février au 18 avril et le second du 12 juillet au 13 septembre. De plus, la Banque a organisé deux séances publiques pour discuter de la révision de sa politique avec les parties prenantes intéressées. Ces rencontres ont été annoncées sur le site Web de la BEI et des invitations ont été adressées aux 200 organisations et particuliers figurant sur la liste d'envoi de la consultation. La procédure de consultation s'est ache-

vée le 13 septembre. L'approbation et la publication des nouvelles politique et procédures ainsi que du rapport de consultation ont eu lieu au début de 2008.

### Interaction avec la société civile

Depuis un certain nombre d'années, la BEI attache une grande importance au maintien de relations ouvertes et d'un dialogue actif avec les organisations de la société civile (OSC) qui manifestent un intérêt particulier pour l'Union européenne et pour la Banque. Au début de 2007, elle a informé les organisations de la société civile de ses résultats pour 2006 dans le cadre d'une rencontre à Bruxelles. Durant l'année, elle a aussi organisé deux ateliers. Le premier, à Paris, avait pour thèmes « le partenariat avec les ONG dans les projets relatifs à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement » et « les dispositifs de protection prévus par la BEI en matière sociale et environnementale et les principes régissant l'instruction des projets ». Le second, qui s'est tenu à Lisbonne à l'automne, à l'occasion des Journées européennes du développement, portait sur le cadre d'évaluation de l'impact économique et social (*Economic and Social Impact Assessment Framework – ESIAF*) de la Banque. L'ordre du jour de ce type de rencontres est établi conjointement par la Banque et les OSC intéressées ; des intervenants des deux parties y prennent la parole.

<sup>4</sup> Pour de plus amples informations sur les questions de responsabilité d'entreprise, prière de se reporter au document intitulé « Responsabilité d'entreprise 2007 », sur le cd-rom joint au présent rapport. Le lecteur trouvera également des informations relatives à la responsabilité d'entreprise sur le site Web de la Banque.

Enfin et surtout, la politique de divulgation de la BEI a été révisée pour tenir compte du règlement 1367/2006, dit « Règlement Århus », qui prévoit l'application de la Convention d'Århus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et que la Banque met en œuvre depuis juin 2007.

#### Fonctions indépendantes d'évaluation ex post, d'audit interne et d'investigation en matière de fraude

L'Inspection générale regroupe deux fonctions principales de contrôle ex post, l'Audit interne et l'Évaluation des opérations (EV), à quoi il convient d'ajouter la fonction d'investigation des fraudes. L'Inspection générale joue un rôle déterminant pour préserver les mécanismes de contrôle et améliorer les opérations, ainsi que dans le cadre des processus relatifs à la transparence et à la responsabilité.

Les évaluations ex post menées par EV assurent la transparence à l'égard des instances dirigeantes de la BEI mais aussi des tierces parties intéressées : après leur achèvement, un échantillon d'opérations financées par le Groupe BEI sont ainsi évaluées par thème, par secteur, par région ou par pays. Cette démarche renforce la responsabilisation de la Banque et l'encourage à tirer des enseignements de l'expérience acquise.

En 2007, le Conseil d'administration a avalisé une nouvelle stratégie pour l'évaluation des opérations, qui renforce son rôle au sein du groupe BEI. Six évaluations ont été réalisées :

- trois pour les opérations financées par la Banque dans les États membres, dans les domaines de la santé, de l'action au titre des objectifs 1 et 2 (Allemagne, Irlande et Espagne), et de la recherche-développement et de l'innovation ;
- une pour les opérations d'emprunt et de financement de la Banque en rand (Afrique du Sud) et une pour les activités du Fonds fiduciaire de la FEMIP ;

- enfin, une évaluation des mandats confiés par la Banque au FEI pour des opérations de capital-risque.

La coopération active avec d'autres banques multilatérales de développement s'est concrétisée par une évaluation conjointe avec la BERD et par la publication commune d'un document intitulé « *The Nexus between Infrastructure and Environment* ».

En 2007, EV a en outre décidé de commencer à octroyer des notes environnementales aux opérations évaluées, dans un but de sensibilisation à la problématique écologique. Toutes les opérations évaluées ont reçu une note environnementale bonne ou satisfaisante.

Les rapports d'évaluation ont montré à quel point il est important de déterminer la sensibilité des promoteurs aux questions de conformité réglementaire et d'éthique, en particulier dans les cas où le concours de la Banque prend la forme d'un prêt-cadre englobant de nombreuses petites opérations.

L'Audit interne examine et évalue la pertinence et l'efficacité des systèmes de contrôle interne ainsi que les procédures y afférentes. Il met également en place et entretient un cadre de contrôle interne fondé sur les directives émises par la BRI. C'est ainsi que l'Audit interne analyse et teste, sur un cycle de deux à cinq ans et sous l'angle des risques, les contrôles existant dans les secteurs critiques de l'activité bancaire, de l'informatique et de l'administration.

En vertu de sa politique en matière de lutte contre la fraude, la BEI exige de son personnel et de ses partenaires d'affaires qu'ils assurent à tout moment un niveau maximum d'éthique et d'efficacité dans la conduite de toutes les activités et opérations dans lesquelles elle intervient. De plus, dans l'exercice de ses activités et opérations, la BEI applique une tolérance zéro face aux actes de fraude, corruption, collusion ou coercition (regroupés sous l'appellation « manœuvres interdites »), de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme. Au sein de la Banque, l'unité d'enquête sur les fraudes est chargée d'enquêter sur les présomptions



crédibles de manœuvres interdites dans les opérations financées par la BEI. Outre ses activités d'investigation régulières, cette unité a organisé en 2007 la consultation publique sur la politique de la BEI en matière de lutte contre la fraude.

### Sensibilisation à la conformité

Le Bureau de conformité du Groupe BEI (*Office of the Group Chief Compliance Officer, ou OCCO*) contrôle le respect par la Banque et son personnel de l'ensemble des dispositions législatives, règlements, codes de conduite et bonnes pratiques applicables ; le Bureau de conformité joue un rôle de sentinelle pour détecter les cas de manquement aux règles d'éthique et d'intégrité. Il vérifie en amont la conformité des nouvelles politiques, procédures, produits et opérations ainsi que des initiatives envisagées. OCCO assure également le suivi des opérations de prêt ou d'emprunt dont la structure fait intervenir une entité située dans un centre financier offshore.

En coopération avec les Ressources humaines, OCCO a entrepris en 2007 une révision des politiques et procédures existantes en matière de protection des « dénonciateurs ». Cette démarche était en partie motivée par la demande, adressée par plusieurs ONG durant la consultation publique sur la politique de lutte contre la fraude, d'une politique distincte et exhaustive de la BEI sur ce sujet. Un programme de sensibilisation a été déployé à l'intention des membres du personnel de la BEI, et un groupe de travail a été créé dans le but de développer les politiques et les procédures en la matière.

Le premier séminaire « Comprendre le blanchiment de capitaux pour mieux le combattre et appliquer les normes internationales » a été organisé par la Banque en novembre 2007 à Douala (Cameroun), à l'intention d'un grand groupe bancaire africain actif dans plusieurs pays de cette région. Il s'agissait d'une initiative conjointe entre les services opérationnels et OCCO, dans le contexte d'une entrée en relation avec

### L'approche conjointe des IFD en matière de gouvernance

L'un des faits marquants de l'année 2007 en matière de gouvernance a été la signature à Washington, en octobre, d'une Déclaration d'approche relative à la gouvernance d'entreprise dans les marchés émergents. Les dirigeants de 31 institutions de financement du développement (IFD) ont publié une déclaration commune, qui place la gouvernance d'entreprise au premier plan de leurs activités en faveur du développement durable dans les pays émergents. Cette initiative met en exergue le rôle croissant d'une bonne gouvernance d'entreprise en tant que moyen de faciliter les flux de capitaux internationaux vers les sociétés opérant sur les marchés émergents.

En signant cette déclaration, la BEI reconnaît l'importance de bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise pour favoriser un développement économique durable ; elle reconnaît aussi le rôle crucial que les IFD sont à même de jouer pour promouvoir ces valeurs sur les marchés émergents, tant dans le secteur privé que dans le secteur public.

ce groupe bancaire, sous forme d'une assistance technique en vue d'améliorer la gouvernance d'entreprise en apportant un appui à la bonne compréhension et à la mise en place de moyens de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. L'objectif était de favoriser l'échange d'expériences et de garantir une réelle valeur ajoutée pour les participants, tout en tenant compte du cadre juridique et des spécificités locales de l'Afrique centrale. Une soixantaine de cadres de direction, comprenant aussi bien des

directeurs généraux que des responsables d'agences, de l'audit et des services de la conformité, ont assisté au séminaire.

### Réclamations en 2007

Le Bureau des réclamations est une unité de la BEI qui a pour mission de traiter les interrogations des citoyens et des organisations de la société civile quant à la manière dont la Banque mène ses activités. Placé sous l'autorité directe du Secrétaire général, il est à même de mener une enquête centralisée et structurée, de présenter des rapports internes et externes et de mettre en œuvre une démarche très réactive et volontariste. Lorsqu'il traite les plaintes, le Bureau privilégie la conciliation et la résolution des problèmes dans l'optique de faciliter les accords amiables entre les parties concernées.

Le Bureau des réclamations traite les cas de mauvaise administration, c'est-à-dire lorsque la Banque n'agit pas en conformité avec la législation pertinente, ne respecte pas les principes de bonne administration ou porte atteinte aux droits humains. Parmi les exemples de non-respect des principes de bonne administration tels que définis par le Médiateur européen, on peut citer les irrégularités administratives, la partialité, la discrimination, l'abus de pouvoir, la non-réponse, le refus d'information et les retards non justifiés. En 2007, le Bureau a traité 27 plaintes adressées directement à la BEI et quatre plaintes adressées au Médiateur européen. Un grand nombre de ces réclamations concernaient l'impact environnemental des projets financés par la Banque.

La BEI est très satisfaite du renforcement de la coopération avec le Médiateur européen qui a été décidé

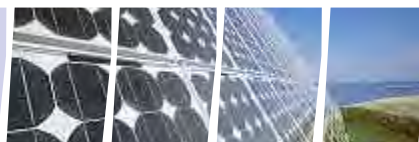
en 2007. Des préparatifs sont en cours en vue d'instaurer un protocole d'accord entre les deux institutions, dont la signature est prévue pour début 2008. Ce protocole énoncera clairement les principes et procédures sur lesquels se fondera la coopération étroite entre les deux parties.

### Le Fonds européen d'investissement et la gouvernance

L'un des aspects essentiels de la politique d'investissement et de garantie du Fonds européen d'investissement, la filiale de la BEI, consiste à promouvoir activement les principes de bonne gouvernance auprès de ses partenaires d'affaires et à veiller à la mise en œuvre de ces principes au travers d'un suivi sur le terrain. Le FEI applique aussi les restrictions habituelles concernant les armes, le tabac et le clonage humain, ou imposant un encadrement en matière de bioéthique et d'OGM. Le respect de ces contraintes est contrôlé par une fonction de conformité indépendante au sein du FEI.

Le FEI publie une déclaration sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Sa politique en matière de RSE s'inspire largement des principes directeurs appliqués par la BEI dans ce domaine. Le FEI a sa propre personnalité juridique, distincte de celle de la BEI, et ses propres contrats de travail, même si ses dispositions en matière d'emploi sont globalement les mêmes que celles de la BEI. Le FEI s'est doté d'une politique sur la dignité de la personne au travail, inspirée de celle de la BEI, et son code de conduite reprend les dispositions de ceux de la Banque. La politique de RSE du FEI, son code de conduite et ses règlements annexes sont coordonnés par la fonction « conformité » du Fonds, créée en 2005.





## Empreinte directe et responsabilité dans le travail

La BEI elle-même laisse une empreinte environnementale, notamment au travers des matériaux qu'elle consomme et des déchets qu'elle génère ; la gestion, l'entretien et la réparation des bâtiments et du matériel sont donc soumis à un système interne de gestion environnementale qui a été renforcé en 2007.

La BEI est résolue à diminuer l'incidence de ses activités sur les changements climatiques. À cette fin, elle s'est fixé un objectif de réduction de 20 à 30 % de ses émissions directes de CO<sub>2</sub> d'ici à 2020. Pour quantifier et surveiller son incidence environnementale directe, la Banque utilisera les normes du Protocole sur les gaz à effet de serre (*GHG Protocol Initiative Standards*). La Banque a défini les limites de sa responsabilité en matière d'empreinte carbone et met actuellement en œuvre un ensemble de mesures pour réduire progressivement ses émissions directes.

En 2007, la BEI a décidé d'acheter exclusivement de l'électricité produite à partir de sources renouvelables (hydroélectricité, énergie éolienne et biomasse). Ses autres méthodes pour réduire ses émissions directes consistent essentiellement à encourager l'usage des transports collectifs ou de moyens de transport propres, à diminuer la consommation d'énergie et à mieux gérer les déchets et les matières recyclables. Pour être sûre de remplir ses objectifs, la Banque surveille de près ses niveaux d'émissions et prend des mesures correctives

lorsque cela s'avère nécessaire. Les émissions résiduelles seront compensées par l'acquisition de crédits carbone de haute qualité.

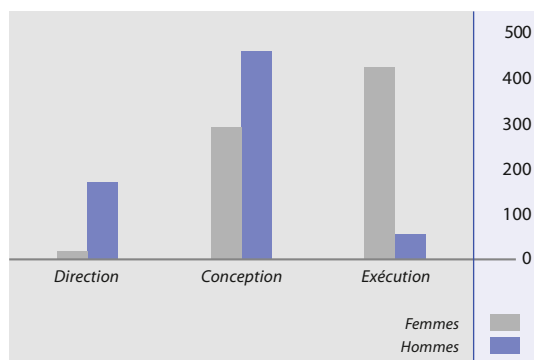
La Banque a déployé un plan de communication interne, incluant la participation d'intervenants externes et internes, afin de sensibiliser davantage le personnel aux questions environnementales, aux effets des changements climatiques et à l'importance des mesures actuellement proposées.

### Responsabilité dans le travail

Comme toutes les grandes institutions financières, la Banque est confrontée à d'importants changements d'ordre opérationnel et humain. Cela l'a amenée, en 2007, à reformuler sa stratégie en matière de ressources humaines et à redéfinir ses priorités. Prenant acte de ces changements et dans le but de maintenir la qualité des services administratifs, la Banque a fondé sa nouvelle stratégie sur trois piliers : excellence dans l'affectation des ressources humaines, motivation et développement individuel, et bien-être au travail.

Dans un environnement international et multiculturel, les personnes sont souvent beaucoup plus vulnérables aux inévitables « accidents de la vie ». De fait, dans ces circonstances, les réseaux informels sur lesquels on compte habituellement pour de simples conseils pratiques sont souvent lacunaires. Pour éviter que les problèmes ne dégénèrent en véritables situations de désarroi, le département des ressources humaines a élaboré un programme d'assistance au personnel (PAP), qui est à la disposition des membres du personnel et de leur famille. Le PAP a été lancé en septembre 2007 et son exploitation confiée à un prestataire externe. Il offre un

Personnel en activité, par catégorie, au 31 décembre 2007



accompagnement psychologique dans des situations liées à des problèmes personnels, relationnels, émotionnels ou professionnels, ainsi que des conseils pratiques dans des domaines variés : famille, dépendance, droit, finances, logement... Le PAP propose avant tout une assistance téléphonique, mais, pour des problèmes graves, des entretiens personnels peuvent être organisés sur rendez-vous. L'assistance au personnel est strictement confidentielle et l'utilisateur peut demander à garder l'anonymat.

D'une manière plus générale, les Représentants du personnel sont régulièrement consultés sur les questions relatives au bien-être du personnel, soit lors des réunions mensuelles avec la direction de RH, soit en commissions ad hoc, soit en consultations spéciales. C'est ainsi qu'ils ont participé à l'examen de la situation des bureaux extérieurs de la BEI en matière de conditions de travail. Les RP ont aussi contribué, par de nombreuses idées, au système interne de gestion de l'environnement visant à réduire l'empreinte carbone de la Banque.

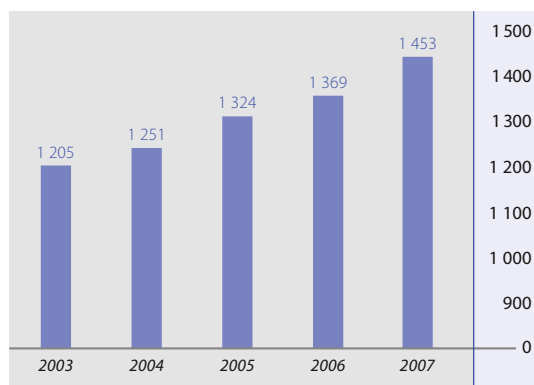
### Représentation du personnel

Les questions relatives au personnel se traitent au moyen de consultations entre le département des ressources humaines (RH) et les Représentants du personnel (RP), avec l'appui de groupes de travail spécifiques et de comités paritaires. L'actuel Collège des RP a été élu en mars 2007. Les RP participent activement aux discussions concernant la mise en œuvre des réformes relatives aux salaires et à l'évaluation des performances individuelles. Parallèlement, ils sont aussi très impliqués dans le réexamen du régime de retraite du personnel de la Banque.

### Égalité des chances

Le Comité paritaire pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (COPEC) surveille la mise en œuvre de la politique d'égalité des chances au niveau des carrières, du recrutement, de la formation et des infrastructures sociales. Suite à un réexamen global de la situation de la Banque en matière d'équilibre et d'égalité entre hommes et femmes, mené par un consultant externe indépendant en 2006, la Banque a élargi sa perspective, l'alignant sur la tendance mondiale, pour passer de la simple problématique homme/femme à une conception plus large de la diversité. Cette approche est plus apte à étayer la mise en œuvre de la nouvelle stratégie opérationnelle de la Banque, qui demande de sortir des sentiers battus pour explorer des viviers de candidats diversifiés, envisager des méthodes de travail originales et s'intéresser à de nouveaux profils de compétence. La diversité et l'égalité sont considérées comme des impératifs dans la conduite des affaires et comme des composantes de la responsabilité sociale et éthique de la Banque en tant qu'entreprise. En 2007, la Banque a entrepris d'actualiser et d'étoffer le cœur de sa stratégie en matière d'égalité entre les sexes et de diversité, ainsi que le plan d'action y afférent, et d'instaurer un dispositif de suivi pour le groupe BEI.

### Effectifs de la BEI





## Les organes statutaires de la BEI



Le Comité de direction

Le **Conseil des gouverneurs** réunit les ministres désignés par chacun des 27 États membres, généralement les ministres des finances. Il définit les orientations de la politique de crédit, approuve les comptes et le bilan annuels et décide de la participation de la Banque à des opérations de financement à l'extérieur de l'Union et des augmentations de capital. Par ailleurs, il nomme les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification.

Le **Conseil d'administration** a compétence exclusive pour décider des prêts, des garanties et des emprunts. Outre le contrôle de la saine administration de la Banque, il assure la conformité de la gestion de la Banque avec les dispositions du Traité et des Statuts et avec les directives générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Ses membres sont nommés par le Conseil des gouverneurs pour une période de cinq ans renouvelable, sur désignation des États membres ; ils sont responsables uniquement envers la Banque.

Le Conseil d'administration se compose de 28 administrateurs, à raison d'un administrateur désigné, respectivement, par chacun des 27 États membres et par la Commission européenne. Le nombre d'administrateurs

suppléants est de 18, ce qui implique des regroupements d'États pour ces fonctions.

Par ailleurs, afin d'élargir l'expertise professionnelle disponible au Conseil d'administration dans certains domaines, ce dernier peut coopter un maximum de six experts (trois titulaires et trois suppléants) qui siègent à titre consultatif, sans droit de vote.

Les décisions sont prises à une majorité constituée d'au moins un tiers des membres ayant droit de vote et représentant au moins 50 % du capital souscrit.

Le **Comité de direction** est l'organe exécutif collégial et permanent de la Banque ; il compte neuf membres. Sous l'autorité du président et sous le contrôle du Conseil d'administration, il assure la gestion courante de la Banque et prépare les décisions du Conseil d'administration, qu'il veille ensuite à mettre en œuvre. Le président de la Banque préside les réunions du Comité de direction. Les membres du Comité de direction sont responsables uniquement envers la Banque ; ils sont nommés par le Conseil des gouverneurs, sur proposition du Conseil d'administration, pour une période de six ans renouvelable.

*L'ensemble des dispositions régissant les organes statutaires de la Banque sont précisées dans les Statuts et le Règlement intérieur de la Banque. La composition de ces instances, le curriculum vitae de leurs membres ainsi que des informations complémentaires sur les modalités de rémunération sont régulièrement mis à jour et publiés sur le site Web de la BEI : [www.bei.org](http://www.bei.org).*



Le Comité de vérification

Aux termes des statuts de la BEI, le président de la Banque est également président de son Conseil d'administration.

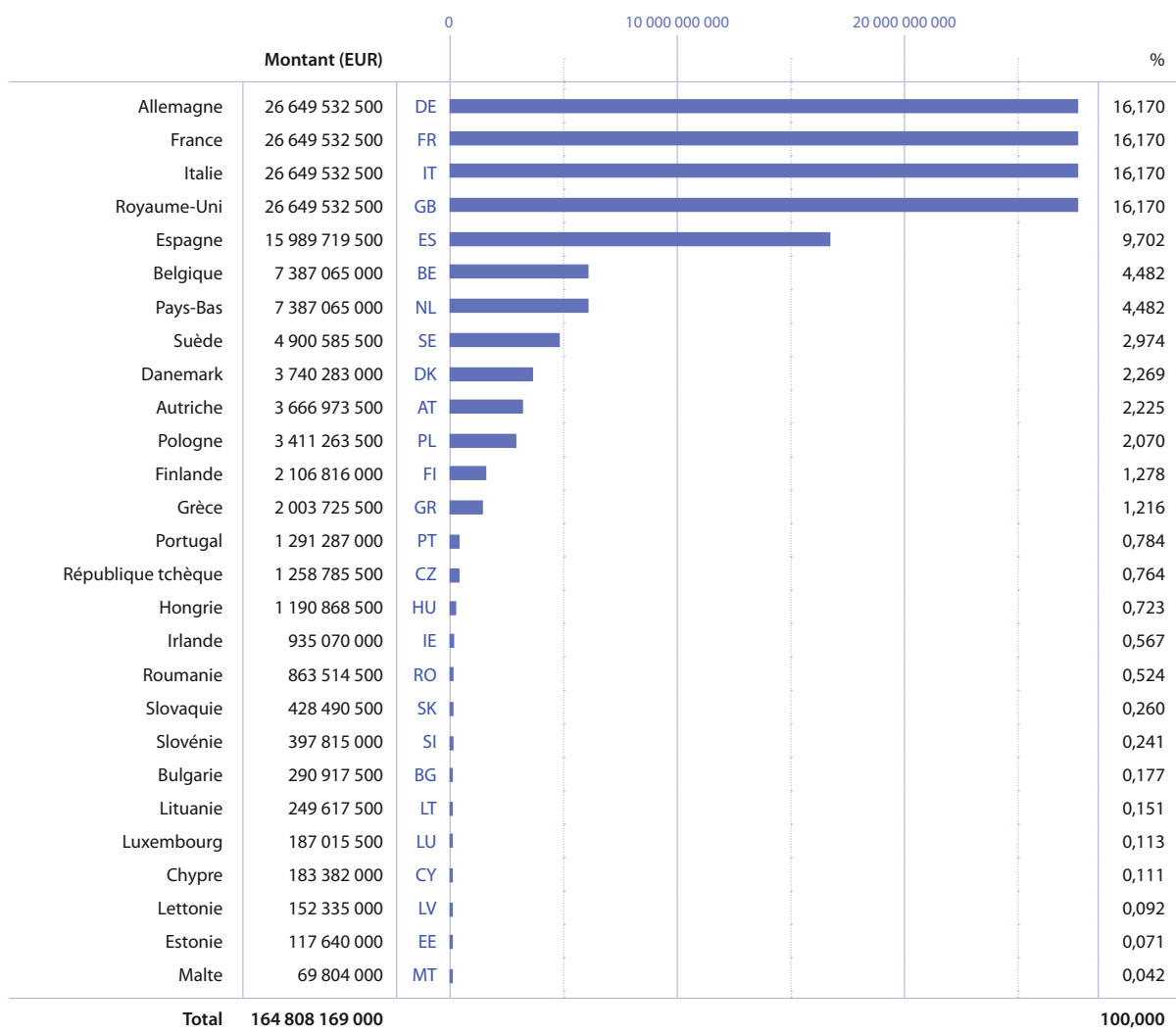
Le **Comité de vérification** est un organe indépendant, directement responsable devant le Conseil des gouverneurs, chargé de s'assurer de la régularité des opérations et des livres de la Banque. Le Comité de vérification émet une déclaration sur les états financiers lors de l'approbation de ces derniers par le Conseil d'administration. Les rapports du Comité de vérification sur les

résultats de ses travaux au cours de l'exercice financier précédent sont communiqués au Conseil des gouverneurs conjointement avec le rapport annuel du Conseil d'administration.

Le Comité de vérification est composé de trois membres et de trois observateurs, nommés par le Conseil des gouverneurs pour un mandat de trois ans.

**Capital** : la participation de chaque État membre au capital de la Banque est fonction de son poids économique dans l'Union européenne (exprimé par le PIB) lors de son entrée dans l'Union. Dans le cadre de l'élargissement de l'UE à deux nouveaux États membres, la Bulgarie et la Roumanie, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, des modifications ont été apportées aux Statuts de la BEI concernant son capital et sa gouvernance. Aux termes de ces Statuts, l'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne doit pas excéder deux fois et demie le montant de son capital souscrit.

Au total, le capital souscrit de la Banque s'élève à plus de 164,8 milliards d'EUR.

Répartition du capital de la BEI au 1<sup>er</sup> janvier 2007



## Le Comité de direction de la BEI

La direction collégiale de la Banque et les responsabilités de supervision de ses membres  
Situation au 01/06/2008

**Philippe MAYSTADT**  
Président de la Banque et de son Conseil d'administration



**Philippe de FONTAINE VIVE CURTAZ**  
Vice-président



**Torsten GERSFELT**  
Vice-président



**Simon BROOKS**  
Vice-président



**Carlos DA SILVA COSTA**  
Vice-président



**Matthias KOLLATZ-AHNEN**  
Vice-président



**Eva SREJBER**  
Vice-présidente



**Marta GAJECKA**  
Vice-présidente



**Dario SCANNAPIECO**  
Vice-président



**Philippe MAYSTADT** *Président de la Banque et de son Conseil d'administration*

- ⇒ Stratégie générale
- ⇒ Questions institutionnelles, relations avec les autres institutions européennes
- ⇒ Rapports de l'Inspecteur général, du Contrôleur financier et du Chef du Bureau de conformité
- ⇒ Ressources humaines
- ⇒ Communication interne
- ⇒ Politique d'égalité des chances ;
- ⇒ Président du Comité paritaire pour l'égalité des chances (COPEC)
- ⇒ Président du Conseil d'administration du FEI
- ⇒ Président du Comité budgétaire

**Philippe de FONTAINE VIVE CURTAZ** *Vice-président*

- ⇒ Financements en France et dans les pays partenaires méditerranéens
- ⇒ Financement des PME
- ⇒ Partenariat avec le secteur bancaire
- ⇒ Communication externe
- ⇒ Transparence et politique d'information
- ⇒ Relations avec les ONG
- ⇒ Membre du Conseil d'administration du FEI

**Torsten GERSFELT** *Vice-président*

- ⇒ Financements aux Pays-Bas, au Danemark, en Irlande, dans les pays ACP et en Afrique du Sud
- ⇒ Questions énergétiques
- ⇒ Études sectorielles, économiques et financières
- ⇒ Président du Comité des arts

**Simon BROOKS** *Vice-président*

- ⇒ Financements au Royaume-Uni
- ⇒ Protection de l'environnement
- ⇒ Audit interne, Audit externe et relations avec le Comité de vérification
- ⇒ Respect de la conformité
- ⇒ Relations avec la Cour des comptes européenne
- ⇒ Relations avec l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) et le Médiateur européen
- ⇒ Bâtiments, environnement de travail et logistique

**Carlos DA SILVA COSTA** *Vice-président*

- ⇒ Financements en Espagne, en Belgique, au Portugal, au Luxembourg, en Amérique latine et en Asie
- ⇒ Aspects juridiques des opérations et des produits
- ⇒ Finances
- ⇒ Membre du Comité des arts

**Matthias KOLLATZ-AHNEN** *Vice-président*

- ⇒ Financements en Allemagne, en Autriche, en Roumanie ainsi qu'en Croatie et en Turquie
- ⇒ Cohésion économique et sociale ; Convergence
- ⇒ Dispositif JASPERS (*Joint Assistance in Supporting Projects for European Regions*)
- ⇒ Gestion des risques: risques de crédit, risques de marché et risques opérationnels
- ⇒ Membre du Comité des subsides

**Eva SREJBER** *Vice-présidente*

- ⇒ Financements en Suède, en Finlande, en Lituanie, en Lettonie, en Estonie, dans les pays voisins de l'Est, en Russie et dans les pays AELE
- ⇒ Programme « i2i » (Mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne), y compris MFPR (Mécanisme de financement avec partage des risques)
- ⇒ Évaluation ex post des opérations
- ⇒ Technologies de l'information
- ⇒ Présidente du Comité des subsides

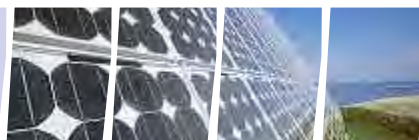
**Marta GAJECKA** *Vice-présidente*

- ⇒ Financements en Pologne, en République tchèque, en Hongrie, en Slovaquie, en Slovénie et en Bulgarie
- ⇒ Réseaux transeuropéens de transport et d'énergie
- ⇒ Responsabilité sociale de l'entreprise
- ⇒ Vice-gouverneur de la BERD

**Dario SCANNAPIECO** *Vice-président*

- ⇒ Financements en Italie, en Grèce, à Chypre, à Malte et dans les Balkans occidentaux
- ⇒ Mécanisme de financement structuré (MFS)
- ⇒ Budget
- ⇒ Comptabilité
- ⇒ Gouverneur de la BERD

## Structure des services



► Département → Division  Bureau extérieur

(situation au 1<sup>er</sup> juin 2008)



### Secrétariat général et Affaires juridiques

**Alfonso QUEREJETA**  
Secrétaire général et Directeur général des affaires juridiques

- **Affaires institutionnelles**  
Dominique de CRAYENCOUR  
Directeur
  - Guido PRUD'HOMME
  - Ferdinand SASSEN

- *Instances dirigeantes, Secrétariat, Protocole*  
Hugo WOESTMANN  
Directeur
- *Services linguistiques*  
Kenneth PETERSEN

### Affaires juridiques

- **Affaires communautaires et financières; Financements hors Europe**



**Marc DUFRESNE**  
Directeur général adjoint des affaires juridiques

- Jean-Philippe MINNAERT  
Délégué à la protection des données
- *Affaires financières*  
Nicola BARR  
Directeur associé
- *Affaires institutionnelles et de personnel*  
Carlos GÓMEZ DE LA CRUZ
- *Méditerranée (FEMIP), Afrique, Caraïbes, Pacifique - Facilité d'investissement, Amérique latine et Asie*  
Regan WYLIE-OTTE  
Directeur associé
- **Financements en Europe**  
Gerhard HÜTZ  
Directeur
  - Gian Domenico SPOTA
- *Politique opérationnelle, Nouveaux instruments financiers*  
José María FERNÁNDEZ MARTÍN
- *Mer Adriatique, Europe du Sud-Est*  
Manfredi TONCI OTTIERI  
Directeur associé
- *Royaume-Uni, Irlande, Pays baltes, Danemark, Finlande, Suède, pays AELE*  
Patrick Hugh CHAMBERLAIN  
Directeur associé
- *France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg*  
Pierre ALBOUZE
- *Europe centrale, Pologne, Russie, pays voisins de l'Est*  
...
- *Espagne, Portugal*  
Ignacio LACORZANA
  - Maria SHAW-BARRAGAN



### Direction générale de la stratégie

**Rémy JACOB**  
Directeur général  
Contrôleur financier et Directeur des systèmes d'information  
• Luis BOTELLA MORALES  
Directeur

- *Contrôle financier*  
Frank TASSONE
- *Gestion des ressources et coordination*  
Geneviève DEWULF

- **Stratégie et contrôle de gestion**

Jürgen MOEHRKE  
Directeur







- Groupe de travail « Réforme des méthodes et processus »  
Theoharry GRAMMATIKOS  
Directeur associé
- Groupe de travail « IFRS » (Normes internationales d'information financière)  
Henricus SEERDEN
- *Études économiques et financières*  
Éric PERÉE  
Directeur associé
- *Budget, contrôle analytique et partenariats*  
Janette FOSTER
- *Stratégie et procédures*  
Claudio PASQUI
- *Politique de responsabilité d'entreprise*  
Felismino ALCARPE

- **Communication**

Gill TUDOR  
Porte-parole et Directeur

- *Bureau de Presse*  
...
- *Information du public et relations avec la société civile*  
Yvonne BERGHORST

### Bureaux d'information

-  Bureau de Paris  
**Henry MARTY-GAUQUIÉ**  
Directeur
-  Bureau de Londres  
**Adam McDONAUGH**
-  Bureau de Berlin  
**Paul Gerd LÖSER**
-  Bureau de Rome  
...
-  Bureau de Madrid  
**Mercedes SENDÍN DE CÁCERES**
-  Bureau de Bruxelles  
**Nicholas ANTONOVICS**

## Structure des services

► Département → Division  Bureau extérieur

(situation au 1<sup>er</sup> juin 2008)

### ► Technologies de l'information

Derek BARWISE  
Directeur

- *Infrastructures et technologies*  
...
- *Applications opérations financières et prêts*  
Jean-Yves PIRNAY
- *Applications administratives et de gestion des risques*  
Simon NORCROSS

### ► Bâtiments, logistique et documentation

Patricia TIBBELS  
Directeur

- Groupe de travail « Nouvel Immeuble »  
Enzo UNFER
- *Gestion de l'environnement de travail*  
Enzo UNFER (ad interim)
- *Achats et services administratifs*  
Gudrun LEITHMANN-FRÜH
- *Gestion des documents et des archives*  
...



**Direction des opérations dans  
l'Union européenne et dans  
les pays candidats**

Thomas HACKETT  
Directeur général

### ► Soutien aux opérations

Simon BARNES  
Coordinateur opérationnel principal

- *Coordination*  
Dietmar DUMMICH  
• Ann-Louise AKTIV VIMONT
- *Systèmes d'information et applications*  
Thomas FAHRTMANN
- *Soutien à l'activité de prêt*  
Bruno DENIS

### JESSICA

Eugenio LEANZA  
• Gianni CARBONARO

### ► Instruments de l'action pour la croissance

Thomas BARRETT  
Directeur

- *Réseaux transeuropéens*  
Jukka LUUKKANEN  
• Ale Jan GERCAMA
- *Économie de la connaissance (i2i)*  
Heinz OLBERS
- *Environnement, énergie et activités de conseil*  
Christopher KNOWLES  
Directeur associé  
• Andrew VINCE

### ► Europe occidentale

Laurent de MAUTORT  
Directeur

- *i2i et entreprises*  
Robert SCHOFIELD
- *Financements structurés*  
Cheryl FISHER  
Directeur associé
- *Secteur public et services collectifs*  
Jean-Christophe CHALINE
- *Mise en œuvre opérationnelle*  
Peter JACOBS

### ► Espagne, Portugal

Carlos GUILLE  
Directeur

- *Espagne – Infrastructures*  
Luca LAZZAROLI
- *Espagne – Banques et entreprises*  
Fernando de la FUENTE  
Directeur associé  
 Bureau de Madrid  
Angel FERRERO
- *Portugal*  
Miguel MORGADO  
 Bureau de Lisbonne  
Manuel NETO PINTO
- *Mise en œuvre opérationnelle*  
Rui Artur MARTINS

### ► Europe centrale

Joachim LINK  
Directeur

- *Allemagne – Infrastructures, énergie et banques de promotion économique*  
Peggy NYLUND GREEN  
Directeur associé
- *Allemagne – Banques et entreprises*  
Anita FUERSTENBERG-LUCIUS
- *Autriche, République tchèque, Hongrie, Slovaquie – Infrastructures et banques de promotion économique*  
Jean VRLA
- *Autriche, République tchèque, Hongrie, Slovaquie – Banques et entreprises*  
Paolo MUNINI

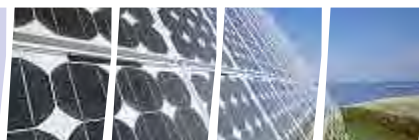
 Bureau de Vienne  
Emanuel MARAVIC  
Directeur

### ► Mer Adriatique

Romualdo MASSA BERNUCCI  
Directeur

- Luigi MARCON
- *Italie, Malte – Infrastructures*  
Antonello RICCI  
• Flavio SCHIAVO CAMPO de GREGORIO
- *Italie, Malte – Banques et entreprises*  
Marguerite McMAHON
- *Slovénie, Croatie, Balkans occidentaux*  
Dominique COURBIN

## Structure des services



► Département → Division Bureau extérieur

(situation au 1<sup>er</sup> juin 2008)

### ► Europe du Sud-Est



**Andreas VERYKIOS**  
Directeur général adjoint

- *Grèce*  
**Themistoklis KOUVARAKIS**  
 Bureau d'Athènes  
**Fotini KOUTZOUKOU**
- *Bulgarie, Roumanie, Chypre*  
**Cormac MURPHY**  
 Bureau de Bucarest  
**Götz VON THADDEN**
- *Turquie*  
**Franz-Josef VETTER**  
• **Hakan LUCIUS**  
 Bureau d'Ankara  
...  
 Bureau d'Istanbul  
**Alain TERRAILLON**

### ► Mer Baltique

**Tilman SEIBERT**  
Directeur

- *Pologne*  
**Kim KREILGAARD**  
 Bureau de Varsovie  
**Michał LUBIENIECKI**
- *Pays baltes, Danemark, Finlande, Suède, pays AELE*  
**Michael O'HALLORAN**  
 Bureau d'Helsinki  
**Jaani PIETIKAINEN**



### Direction des opérations en dehors de l'Union européenne et des pays candidats

**Jean-Louis BIANCARELLI**  
Directeur général

- **Matthias ZÖLLNER**  
Conseiller de direction pour les activités en matière de changements climatiques

- *Service de conseil pour les questions économiques de développement*  
**Daniel OTTOLENGHI**  
Économiste en chef pour le développement  
Directeur associé  
• **Bernard ZILLER**

### ► Pays voisins et partenaires de l'Europe

**Claudio CORTESE**  
Directeur

- **Alain NADEAU**

- *Maghreb*  
**Bernard GORDON**  
 Bureau de Rabat  
**René PEREZ**  
 Bureau de Tunis  
**Diederick ZAMBON**

- *Proche-Orient*  
**Javier GUTIÉRREZ DEGENÈVE**

Bureau du Caire  
**Jane MACPHERSON**

- *Europe orientale, Caucase du sud et Russie*  
**Constantin SYNADINO**  
• **Umberto DEL PANTA**

- *Opérations spécialisées*  
**Jean-Christophe LALOUX**

### ► Afrique, Caraïbes, Pacifique – Facilité d'investissement

**Martin CURWEN**  
Directeur

- *Afrique occidentale et sahélienne*  
**Gustaaf HEIM**

Bureau de Dakar  
**Jack REVERSADE**

- *Afrique centrale et orientale*  
**Flavia PALANZA**  
Directeur associé

Bureau de Nairobi  
**Carmelo COCUZZA**

- *Afrique australe et Océan Indien*  
**Serge-Arno KLÜMPER**

• **Angela JENNI**  
 Bureau de Tshwane (Pretoria)  
**David WHITE**

- *Caraïbes et Pacifique*  
**David CRUSH**

Bureau de Fort-de-France  
**Anthony WHITEHOUSE**  
 Bureau de Sydney  
**Jean-Philippe DE JONG**

- *Ressources et développement*  
**Tassilo HENDUS**  
Directeur associé

- *Gestion du portefeuille, Stratégie*  
**Catherine COLLIN**

### ► Amérique latine et Asie

**Francisco de PAULA COELHO**  
Directeur

- *Amérique latine*  
**Alberto BARRAGAN**

- *Asie*  
**Philippe SZYMCAK**



### Gestion et restructuration des transactions

**Klaus TRÖMEL**  
Directeur

- *Suivi et analyse des contreparties et des contrats*  
**Stefano BOTTANI**

- *Restructuration, refinancement et réaménagement des transactions*  
**Volkmar BRUHN-LÉON**

## Structure des services

► Département → Division  Bureau extérieur

(situation au 1<sup>er</sup> juin 2008)



### Direction des finances

**Bertrand de MAZIÈRES**  
Directeur général

→ *Coordination et politiques financières*  
**Éric LAMARCO**

► **Marchés des capitaux**  
**Barbara BARGAGLI PETRUCCI**  
Directeur

→ *Euro*  
**Carlos FERREIRA DA SILVA**  
• **Aldo ROMANI**

→ *Europe (hors euro), Afrique*  
**Richard TEICHMEISTER**  
• **Thomas SCHROEDER**

→ *Amériques, Asie, Pacifique*  
**Eila KREIVI**  
• **Sandeep DHAWAN**

→ *Relations avec les investisseurs et marketing*  
**Peter MUNRO**

► **Trésorerie**  
**Anneli PESHKOFF**  
Directeur

→ *Gestion des liquidités*  
**Francis ZEGHERS**  
• **Timothy O'CONNELL**

→ *Gestion actif-passif*  
**Jean-Dominique POTOCKI**  
• **Nicola SANTINI**

→ *Gestion du portefeuille*  
**Paul ARTHUR**

→ *Ingénierie financière et services de conseils*  
**Guido BICHISAO**

► **Prévisions et règlement des opérations**  
**Elisabeth MATIZ**  
Directeur

→ *Back office prêts et soutien opérationnel prêts*  
**Ralph BAST**

→ *Back office trésorerie*  
**Cynthia LAVALLÉ**

→ *Back office emprunts*  
**Antonio VIEIRA**

→ *Systèmes et procédures*  
**Lorenzo CICCHELLI**



### Direction des projets

**Grammatiki TSINGOU-PAPADOPETROU**  
Directeur général

→ *Développement durable*  
**Peter CARTER**  
Directeur associé

• *Gestion des ressources*  
**Béatrice LAURY**

→ *Gestion de la qualité*  
**Maj THEANDER**

→ *Soutien au développement et à la réalisation des projets*  
**Hugh GOLDSMITH**

► **Innovation et Compétitivité**  
**Constantin CHRISTOFIDIS**  
Directeur

→ *Industries manufacturières et autres (R-D)*  
**Gunnar MUENT**

→ *TIC et économie numérique*  
**Harald GRUBER**

→ *Capital humain*  
**John DAVIS**  
• **Maria Luisa FERREIRA**

→ *Services et PME, agro-industrie (dont biocombustibles)*  
**Hans-Harald JAHN**  
• **Pedro OCHOA**  
• **Rüdiger SCHMIDT**  
• **Campbell THOMSON**

► **Transports et énergie**  
**Christopher HURST**  
Directeur

• **Nigel HALL**

→ *Route et rail*  
**Matthew ARNDT**

→ *Air et mer*  
**José Luis ALFARO**  
Directeur associé  
• **Klaus HEEGE**

→ *Production et réseaux d'énergie*  
**François TREVOUX**  
• **Heiko GEBHARDT**  
• **Josef WELTERMANN**

→ *Efficacité énergétique et énergies renouvelables*  
**Juan ALARIO**  
Directeur associé

► **Convergence et environnement**  
**Guy CLAUSSE**  
Directeur

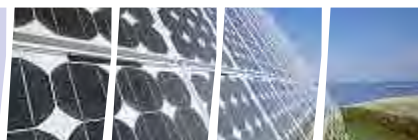
→ *Eau et protection environnementale*  
**José FRADE**  
Directeur adjoint  
• **Michel DECKER**

→ *Prêts-programmes*  
**Eugenia KAZAMAKI-OTTERSTEN**

→ *Transports urbains et autres infrastructures urbaines*  
**Mateo TURRÓ CALVET**  
Directeur associé  
• **Mario AYMERICH**



La composition des services, le curriculum vitae des directeurs généraux et des responsables des unités de contrôle, ainsi que des informations complémentaires sur les modalités de rémunération de l'ensemble du personnel de la Banque sont régulièrement mis à jour et publiés sur le site Web de la BEI : [www.bei.org](http://www.bei.org)



► Département → Division Bureau extérieur

(situation au 1<sup>er</sup> juin 2008)

→ Projets de développement, nouvelles initiatives, déchets solides

**Stephen WRIGHT**

Directeur associé

- Eberhard GSCHWINDT
- Philippe GUINET

#### ► JASPERS

**Patrick WALSH**

Directeur

**Agustin AURÍA**

Directeur adjoint



Bureau de Vienne

**Axel HÖRHAGER**



Bureau de Bucarest

**Nicos YIAMBIDES**



Bureau de Varsovie

**Michael MAJEWSKI**



### Direction de la gestion des risques

**Pierluigi GILBERT**

Directeur général

→ Coordination et soutien

**Juliette LENDARO**

- Pierre TYCHON

#### ► Risques de crédit

**Per JEDEFORS**

Directeur

→ Entreprises, secteur public, infrastructures

**Stuart ROWLANDS**

Directeur associé

→ Financements sur projet et financements structurés

**Paolo LOMBARDO**

→ Institutions financières et opérations de titrisation

**Per de HAAS** (faisant fonction)

#### ► Risques financiers et opérationnels

**Alain GODARD**

Directeur

→ GAP et gestion des risques de marché

**Giancarlo SARDELLI**

- Vincent THUNUS

→ Produits dérivés

**Luis GONZÁLEZ-PACHECO**

→ Risques opérationnels

**Antonio ROCA IGLESIAS**



### Inspection générale

**Jan Willem van der KAAIJ**

Inspecteur général

- Unité d'enquête sur les fraudes
- Siward de VRIES**

→ Audit interne

**Ciaran HOLLYWOOD**

→ Évaluation des opérations

**Alain SÈVE**

Directeur associé

- Gavin DUNNETT
- Rainer SAERBECK
- Werner SCHMIDT



### Bureau de conformité du Groupe BEI

**Konstantin J. ANDREOPOULOS**

Chef du Bureau de conformité

- Francesco MANTEGAZZA
- Chef adjoint



### Ressources humaines

**Michel GRILLI**

Directeur

- Jean-Philippe BIRCKEL

→ Administration et systèmes de gestion

...

- Catherine ALBRECHT

→ Ressources

**Luis GARRIDO**

→ Communication interne

**Alain JAVEAU**

**Barbara BALKE**

Directeur adjoint

→ Développement du personnel et gestion de l'organisation

...

- Ute PIEPER-SECKELMANN

→ Bien-être au travail et équilibre vie professionnelle / vie privée

**René CHRISTENSEN**

### Représentation au Conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement



**Terence BROWN**

Administrateur représentant la BEI



**Walter CERNOIA**

Administrateur suppléant



## Les organes statutaires du FEI

Le FEI est dirigé et administré par les trois instances suivantes :

- ⇒ l'Assemblée générale des actionnaires (BEI, Union européenne, 31 institutions financières), qui se réunit au moins une fois par an ;
- ⇒ le Conseil d'administration, qui se compose de sept membres et sept suppléants et qui, entre autres responsabilités, décide des opérations du Fonds ;
- ⇒ le directeur général, qui assure la gestion du Fonds en conformité avec les dispositions des statuts et avec les orientations et principes directeurs adoptés par le Conseil d'administration.

Les comptes du FEI sont vérifiés par un Collège de trois commissaires aux comptes nommés par l'Assemblée générale, ainsi que par des réviseurs externes indépendants.

*Des informations détaillées sur les organes statutaires du FEI (composition, curriculum vitæ des membres, modalités de rémunération) et sur les services (composition, curriculum vitæ des directeurs généraux et des directeurs, modalités de rémunération de tout le personnel) sont régulièrement mises à jour et publiées sur le site Web du Fonds : [www.eif.org](http://www.eif.org).*

### Équipe dirigeante et autres personnes clés du FEI

Situation au 25 avril 2008

#### Directeur général

Richard PELLY

#### Directeur général adjoint

Jean-Marie MAGNETTE

#### ► JEREMIE

- Responsable ⇒ Marc SCHUBLIN
- Conseiller ⇒ Hubert COTTOGNI
- Autres personnes clés ⇒ Alexander ANDÒ
- ⇒ Graham COPE

#### ► Gestion des risques et suivi

- Responsable ⇒ Thomas MEYER
- Autres personnes clés ⇒ Helmut KRAEMER-EIS
- ⇒ Pierre-Yves MATHONET

#### Secrétaire général

Robert WAGENER

#### ► Service juridique

- Responsable ⇒ Maria LEANDER

#### ► Conformité

- Responsable ⇒ Jobst NEUSS

#### ► Affaires générales et finances

- Responsable ⇒ Frédérique SCHEPENS
- Autres personnes clés ⇒ Petra de BRUXELLES - Ressources humaines
- ⇒ Marceline HENDRICK - Comptabilité
- ⇒ Delphine MUNRO - Marketing, Communication
- ⇒ John PARK - TIC

#### Directeur des investissements

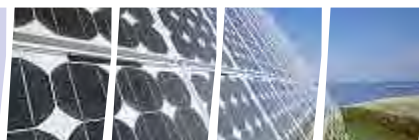
John A. HOLLOWAY

#### ► Capital-risque

- Responsables ⇒ Jean-Philippe BURCKLEN
- ⇒ Jacques DARCY
- ⇒ Ulrich GRABENWARTER
- ⇒ Matthias UMMENHOFER
- ⇒ David WALKER
- Conseillers ⇒ Christine PANIER
- Autres personnes clés

#### ► Garanties et titrisation

- Responsable ⇒ Alessandro TAPPI
- Conseiller ⇒ Christa KARIS
- Autres personnes clés ⇒ Per-Erik ERIKSSON
- ⇒ Gunnar MAI



## Projets finançables par le Groupe BEI

Dans l'Union européenne, les projets pouvant prétendre à un financement doivent contribuer à un ou plusieurs des objectifs suivants :

- ⇒ renforcement de la cohésion économique et sociale : soutien aux investissements dans tous les secteurs de l'économie afin de stimuler le développement économique des zones les moins favorisées ;
- ⇒ promotion des investissements concourant au développement d'une société fondée sur la connaissance et l'innovation ;
- ⇒ amélioration des infrastructures et services dans les domaines de l'éducation et de la santé, composantes essentielles du capital humain ;
- ⇒ développement des infrastructures d'intérêt communautaire dans le domaine des transports, des télécommunications et du transport d'énergie ;
- ⇒ préservation de l'environnement et amélioration de la qualité de la vie ;
- ⇒ sûreté de l'approvisionnement énergétique par l'utilisation rationnelle et la valorisation des ressources internes (y compris les énergies renouvelables) ou la diversification des importations.

Le Groupe BEI soutient le développement des PME en améliorant leur environnement financier par le biais :

- ⇒ des lignes de crédit, à long et moyen terme, de la BEI,
- ⇒ des opérations de capital-risque du FEI,
- ⇒ des garanties du FEI en faveur des PME.

Dans les pays candidats et les pays partenaires, la BEI participe à la mise en œuvre des politiques de l'Union en matière d'aide et de coopération au développement. Elle intervient :

- ⇒ dans les pays candidats et candidats potentiels du sud-est de l'Europe, où elle contribue aux objectifs du Pacte de stabilité en concentrant ses interventions non seulement sur la reconstruction des infrastructures de base et le financement de projets ayant une portée régionale, mais également sur le développement du secteur privé ;
- ⇒ dans les pays méditerranéens, pour concourir à la réalisation des objectifs du Partenariat euro-méditerranéen dans la perspective de la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010 ;
- ⇒ dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), en Afrique du Sud et dans les PTOM, où elle prend une part active dans le développement des infrastructures de base et du secteur privé local ;
- ⇒ en Amérique latine et en Asie, où elle soutient des projets d'intérêt mutuel pour l'Union et les pays concernés.

# Adresses du Groupe BEI



## Banque européenne d'investissement

[www.bei.org](http://www.bei.org) - [info@bei.org](mailto:info@bei.org)

100, boulevard Konrad Adenauer  
L-2950 Luxembourg

☎ (+352) 43 79 1  
☎ (+352) 43 77 04

### Bureaux extérieurs :

#### Allemagne

Lennéstraße 11  
D-10785 Berlin  
☎ (+49-30) 59 00 47 90  
☎ (+49-30) 59 00 47 99

#### Autriche

Mattiellstraße 2-4  
A-1040 Wien  
☎ (+43-1) 505 36 76  
☎ (+43-1) 505 36 74

#### Belgique

Rue de la loi 227 / Wetstraat 227  
B-1040 Bruxelles / Brussel  
☎ (+32-2) 235 00 70  
☎ (+32-2) 230 58 27

#### Espagne

Calle José Ortega y Gasset, 29, 5°  
E-28006 Madrid  
☎ (+34) 914 31 13 40  
☎ (+34) 914 31 13 83

#### Finlande

Fabianinkatu 34  
PL 517  
FI-00101 Helsinki  
☎ (+358) 106 18 08 30  
☎ (+358) 92 78 52 29

#### France

21, rue des Pyramides  
F-75001 Paris  
☎ (+33-1) 55 04 74 55  
☎ (+33-1) 42 61 63 02

#### Grèce

1, Herodou Attikou & Vas. Sofias Ave  
GR-106 74 Athens  
☎ (+30-210) 68 24 517  
☎ (+30-210) 68 24 520

#### Italie

Via Sardegna 38  
I-00187 Roma  
☎ (+39) 06 47 19 1  
☎ (+39) 06 42 87 34 38

#### Pologne

Plac Piłsudskiego 1  
PL-00-078 Warszawa  
☎ (+48-22) 310 05 00  
☎ (+48-22) 310 05 01

#### Portugal

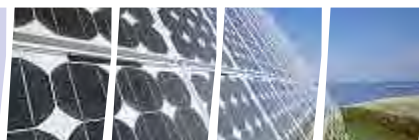
Avenida da Liberdade, 190-4° A  
P-1250-147 Lisboa  
☎ (+351) 213 42 89 89  
☎ (+351) 213 47 04 87

#### Roumanie

Str. Jules Michelet 18-20  
R-010463 București, Sector 1  
☎ (+40-21) 208 64 00  
☎ (+40-21) 317 90 90

#### Royaume-Uni

2 Royal Exchange Buildings  
London EC3V 3LF  
☎ (+44) 20 73 75 96 60  
☎ (+44) 20 73 75 96 99



### Afrique du Sud

5 Greenpark Estates  
27 George Storrar Drive  
Groenkloof  
0181 Tshwane (Pretoria)  
☎ (+27-12) 425 04 60  
✉ (+27-12) 425 04 70

### Caraïbes

1, Boulevard du Général de Gaulle  
F-97200 Fort-de-France  
☎ (+596) 596 74 73 10  
✉ (+596) 596 56 18 33

### Égypte

6, Boulos Hanna Street  
Dokki, 12311 Giza  
☎ (+20-2) 33 36 65 83  
✉ (+20-2) 33 36 65 84

### Kenya

Africa Re Centre, 5th floor  
Hospital Road, PO Box 40193  
KE-00100 Nairobi  
☎ (+254-20) 273 52 60  
✉ (+254-20) 271 32 78

### Maroc

Riad Business Center  
Aile sud, Immeuble S3, 4<sup>e</sup> étage  
Boulevard Er-Riad  
Rabat  
☎ (+212) 37 56 54 60  
✉ (+212) 37 56 53 93

### Pacifique

Level 32, ABN AMRO Tower  
88 Phillip Street  
Sydney NSW 2000  
Australie  
☎ (+61-2) 82 11 05 36  
✉ (+61-2) 82 11 05 38

### Sénégal

3, rue du Docteur Roux  
BP 6935, Dakar-Plateau  
☎ (+221) 338 89 43 00  
✉ (+221) 338 42 97 12

### Tunisie

70, avenue Mohamed V  
TN-1002 Tunis  
☎ (+216) 71 28 02 22  
✉ (+216) 71 28 09 98



## Fonds européen d'investissement

[www.eif.org](http://www.eif.org) - ✉ [info@eif.org](mailto:info@eif.org)

43, avenue J.F. Kennedy  
L-2968 Luxembourg

☎ (+352) 42 66 88 1  
✉ (+352) 42 66 88 200



Le lecteur trouvera sur le cédérom joint à la présente brochure les informations contenues dans les trois volumes, plus le document intitulé «Responsabilité d'entreprise 2007», ainsi que les principales brochures et les autres documents publiés en 2007 dans les différentes langues disponibles.

Le Rapport annuel est également disponible sur le site Web de la Banque, à l'adresse [www.bei.org/report](http://www.bei.org/report).



La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport :  
J.P. Laudanski, Vinci Construction Grands Projets (bâtiment BEI).

Les autres photographies et illustrations proviennent de l'Atelier graphique de la BEI.





Groupe Banque européenne d'investissement • Groupe Banque européenne d'investissement • Groupe Banque européenne d'investissement

